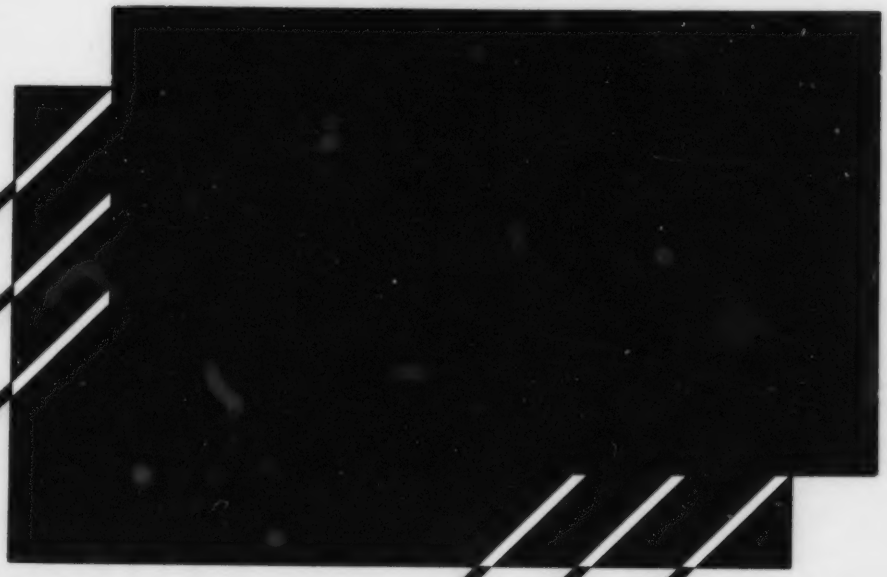
Gouvernement du Canada
Ministère des Communications

Government of Canada
Department of Communications

Le Centre canadien de recherche sur l'informatisation du travail
Canadian Workplace Automation Research Centre



Canada

92-05729/

Ministère des Communications du Canada
Centre canadien de recherche
sur l'informatisation du travail
Direction de la recherche organisationnelle

LES FEMMES ET L'INFORMATISATION :

BILAN ET PISTES

POUR UN PROGRAMME D'INTERVENTION

par

Marie-Claire Dumas

Laval
Novembre 1985

MDC-CCRIT-DLR-85/6-032

Ce document s'inscrit dans une série de rapports de recherche résultant de travaux exécutés ou commandités par la Direction de la recherche organisationnelle du Centre canadien de recherche sur l'informatisation du travail, du ministère des Communications du Canada. Son contenu n'engage que l'auteure.

* La version intégrale du rapport est disponible en anglais.

* The complete report is available in English.

AVANT-PROPOS

Nous présentons ici les résultats d'une brève recherche effectuée pour le CCRIT dans l'optique de définir des axes de recherche sur la question des femmes et de l'informatisation du travail.

Nous avons opté pour cette problématique compte tenu de l'importance de l'impact des nouvelles technologies de l'information et plus particulièrement de la bureautique sur l'emploi et le travail des femmes; il est de fait largement reconnu que l'informatisation du travail a touché en premier lieu les emplois occupés massivement par la main-d'oeuvre féminine, d'où la pertinence d'y consacrer une attention particulière.

Un premier objectif visait la réalisation de l'inventaire des recherches effectuées entre 1980 et 1985 au Canada; un second objectif voulait déterminer les zones d'expertise, dans le contexte de la problématique des femmes et de l'informatisation du travail au Canada. L'intérêt de Madame Dumas pour l'identification des préoccupations des groupes de femmes ajoute un éclairage complémentaire.

Si la recherche bibliographique a permis de constater un essor important de la recherche sur l'informatisation du travail depuis 1983, celle concernant l'inventaire des chercheur-e-s ou des institutions révèle la profusion des travaux effectués sur les divers aspects de l'informatisation. Toutefois, l'analyse montre qu'il y a peu de travaux touchant spécifiquement les femmes, ce qui surprend compte tenu de l'ampleur des effets constatés chez ce groupe.

La diversité des points de vue exprimés a permis à l'auteure d'identifier une variété de besoins de recherche touchant autant l'impact sur le travail (chômage, mobilité professionnelle et géographique, impacts sectoriels et régionaux, conditions de travail, etc.) que le besoin en formation et en recyclage (orientation de carrière, recyclage en emploi, etc.), et de besoin d'information et de sensibilisation.

L'auteure fait d'autre part ressortir nettement le besoin de documenter la question des femmes et des nouvelles technologies au moyen de la création de banques de données et de leur mise à jour régulière (section 3).

D'une façon plus spécifique (section 4), elle identifie la nécessité d'obtenir des connaissances concrètes sur le processus d'implantation au moyen d'études de cas très détaillées et d'analyses "quantitatives" et longitudinales des changements mais également de certaines populations; l'identification des aspects positifs liés à l'informatisation et des difficultés associées au processus d'implantation mériteraient également une attention particulière. Ajoutons finalement la nécessité de développer un cadre conceptuel et une problématique spécifique à l'analyse des femmes et des nouvelles technologies et ce afin d'en saisir toute la complexité.

C'est donc, en tenant compte de l'étendue des intérêts soulevés que nous amorcerons prochainement notre programme de recherche sur les femmes et l'informatisation du travail.

Lucie Deschênes
Analyste scientifique
Responsable des analyses stratégiques
de tendances économiques et sociales
et des études spéciales

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION 1

PREMIÈRE PARTIE - Bilan de la recherche 3

1. Le travail effectué 3

    1.1 Rappel des objectifs 3

    1.2 L'inventaire 4

        1.2.1 La recherche documentaire 4

        1.2.2 L'inventaire des recherches et des chercheur-e-s 5

        1.2.3 Quelques remarques et réserves sur les inventaires 6

    1.3 Les rencontres 9

2. Description des projets répertoriés 15

DEUXIÈME PARTIE - Analyse des besoins et recommandations 31

3. Besoins identifiés dans la littérature 31

    3.1 Les impacts sur le travail 32

    3.2 Formation, recyclage, information et sensibilisation 37

    3.3 Vie associative, stratégies et contrôle 43

4. Opinions et recommandations des personnes rencontrées 47

4.1 La recherche 47

4.1.1 La recherche sur le travail 47

4.1.2 Les autres secteurs de recherche et d'intervention 52

4.1.3 Quel rôle le CCRIT pourrait-il jouer au niveau de la recherche ? 54

4.2 La formation 56

4.3 Vie associative: les groupes de femmes 58

4.4 L'information 63

4.5 Collaborations possibles 64

CONCLUSION 66

ANNEXE: GRILLE D'ENTREVUE 71

NOTE 73

BIBLIOGRAPHIE SÉLECTIVE 74

BIBLIOGRAPHIE 76

REVUES 88

LISTE DES TABLEAUX

TABLEAU 1 - Liste des personnes-ressources sélectionnées 12

TABLEAU 2 - Besoins de recherches et d'interventions : Les aspects relatifs au travail 36

TABLEAU 3 - Besoins de recherches et d'interventions : Les aspects relatifs à la formation 41

TABLEAU 4 - Besoins de recherches et d'interventions : Les aspects relatifs aux attitudes 42

TABLEAU 5 - Besoins de recherches et d'interventions : Les aspects relatifs à la vie associative et au pouvoir 46

INTRODUCTION

Depuis plusieurs années, la question de l'informatisation et de ses impacts nourrit amplement l'imagination et nous force à développer rapidement notre connaissance de ce que la société de demain sera et, parallèlement, ce qu'elle devrait être. Des rayons entiers de bibliothèques se remplissent des scénarios et prospectives les plus variés. Mais peu importe la divergence des points de vue adoptés, une constante revient systématiquement dans les écrits: ce sont les femmes, à cause notamment de leur concentration dans les emplois de bureaux, qui seront surtout et d'abord touchées par cette réorganisation des lieux, des types, des contenus et de la structure globale de travail.

Chômage massif et structurel de la main-d'oeuvre féminine, polarisation des emplois, déqualification et précarisation de ceux occupés par les femmes ... Toutes ces questions, et bien d'autres, nous rappellent constamment l'urgence d'évaluer la nature et l'ampleur des impacts sur les femmes et de proposer des correctifs le cas échéant. Mais elles montrent aussi et surtout qu'il faut développer programmes et interventions efficaces, conformes aux principes d'accès à l'égalité et propres à assurer que ce "virage" technologique se prenne aussi au féminin.

Bien des chercheur-e-s et des institutions ont mis à leur agenda cette importante question des impacts de l'informatisation sur les femmes. Force nous est de constater, cependant, non seulement notre ignorance à ce sujet mais aussi le peu de coordination entre eux et elles. Quels sont les besoins actuels de recherche ? Quels sont les besoins des chercheur-e-s oeuvrant déjà dans le domaine ? Existe-t-il des lacunes importantes dans nos connaissances et interventions et, parallèlement, y a-t-il dédoublement des efforts ?

Ces questions générales ont présidé à la mise en oeuvre du présent travail. Dans l'optique où le CCRIT (Centre canadien de recherche sur l'informatisation du travail) veut développer des axes de recherche et de collaboration sur la question des femmes, il fallait d'abord viser à identifier et évaluer les besoins et les ressources canadiennes sur la question. Notre objectif s'inscrivait dans ce questionnement tout en étant plus circonscrit. En effet, le travail que nous avons effectué dans les quatre derniers mois constituait essentiellement une première démarche, une exploration de la question des femmes et de l'informatisation afin de dégager 1) une bibliographie de la documentation publiée ici depuis 1980, 2) une liste sommaire des chercheur-e-s qui se préoccupent de cette question au Canada et des ressources qui sont allouées par certaines institutions et 3) les besoins de recherche tels qu'ils sont exprimés par certaines des personnes qui sont sur le terrain. Nous avons donc, d'une part, colligé des informations documentaires et, d'autre part, organisé des entrevues semi-dirigées avec des femmes reconnues pour leur travail dans ce champ.

On trouvera, en première partie de ce rapport, une description du travail effectué. En deuxième partie, nous analysons les informations recueillies dans la revue de littérature et lors des entrevues.

Nous souhaitons vivement que ce travail contribue modestement à notre compréhension des enjeux qui se posent et à l'élaboration de stratégies pouvant assurer aux femmes une part égale des profits qui peuvent découler de l'"informatisation de notre société".

PREMIÈRE PARTIE - BILAN DE LA RECHERCHE

1. LE TRAVAIL EFFECTUÉ

1.1 Rappel des objectifs

Le projet au CCRIT a duré 4 mois, soit de juin à octobre 1985.

Il visait à déterminer la situation de la recherche, dans le contexte de la problématique des femmes et de l'informatisation, au Canada. À ce stade, nous cherchions à identifier tant les zones d'expertise que les besoins de recherche et à déterminer les collaborations possibles du CCRIT en cette matière.

Nous entendons par "problématique des femmes et de l'informatisation", toutes les thématiques touchant :

1) l'informatisation du travail dans le secteur tertiaire (grandes entreprises privées, sociétés d'État et PME);

2) l'innovation des femmes en regard des technologies informatiques (création d'entreprises, développement de nouvelles formes de travail, etc.);

3) l'informatisation dans les syndicats, associations et regroupements d'intérêt;

4) la protection de la vie privée.

Nous excluons de notre champ de préoccupation toutes les questions touchant à la privatique, à l'informatisation des loisirs et de la vie culturelle, à la CAO/FAO et à la robotique.

Objectifs spécifiques

Dans le cadre de ce travail, nous visions plus spécifiquement à :

1) faire l'inventaire des recherches menées entre 1980 et 1985 au Canada;

2) identifier les personnes expertes en la matière et recueillir des informations sur leurs projets en cours et à venir;

3) cerner les besoins du milieu en matière de recherches et de production d'outils;

4) favoriser la circulation d'informations entre le CCRIT et les personnes expertes et à l'intérieur du groupe des personnes expertes;

5) formuler des recommandations au CCRIT quant aux collaborations possibles et/ou aux projets à élaborer.

Ce travail s'est effectué en fonction de trois axes principaux : 1) la recherche documentaire, 2) l'inventaire des recherches et des ressources institutionnelles et humaines affectées actuellement à la recherche et à la production d'outils et 3) les rencontres avec les personnes expertes et utilisatrices.

1.2 L'inventaire

1.2.1 La recherche documentaire

La recherche documentaire visait à établir une bibliographie la plus complète possible des documents publiés au Canada depuis 1980. Pour ce faire, nous avons recueilli les listes de publications des principaux ministères et organismes impliqués dans la recherche (ministère du Travail, Bureau de la main-d'oeuvre féminine; Conseil consultatif canadien

de la situation de la femme (CCCSF); Conseil du statut de la femme (CSF); Emploi et Immigration; Conseil économique du Canada; ministère d'État à la Science et la Technologie; GAMMA; Institut de recherches politiques; Institut national de productivité (INP); etc.). Nous avons également examiné des bibliographies déjà établies par certains centres spécialisés (CSF; Travail Canada; etc.).

De plus, nous avons effectué une recherche dans le Canadian Periodical Index ainsi qu'une étude des bibliographies des principaux documents publiés à ce jour sur le sujet (CCCSF, Menzies, Benoit et al., etc.).

Il n'a pas semblé pertinent de procéder à une fouille sur systèmes informatisés et plusieurs bibliothécaires nous l'ont même déconseillée. En effet, les banques de données que nous aurions pu interroger contiennent surtout des titres américains, alors que nous voulions plutôt connaître la réalité canadienne.

On trouvera la liste bibliographique à la fin du présent rapport.

1.2.2 L'inventaire des recherches et des chercheur-e-s

Pour ce qui est de la banque de chercheur-e-s, nous nous étions fixé comme objectifs de répertorier les chercheur-e-s canadien-ne-s préoccupé-e-s par la question et de faire l'inventaire des recherches en cours et menées à ce jour. Ce travail a été effectué, en partie, au moyen de listes de contacts déjà établies par Mad. Michèle Guay et par l'auteure du présent rapport; des listes de participant-e-s à des colloques et conférences sur les nouvelles technologies ("L'avenir se décide maintenant" - 1982; "Nouvelles technologies; stratégies", organisé par la CEQ - 1985; "Conférence sur la micro-électronique et le milieu de travail"; Commissions 2 et 3 des conférences socio-économiques du Québec - 1985; une conférence commanditée par le Conseil des Sciences du Canada à l'hiver 1984 et organisée par la firme Socioscope; etc.).

Un inventaire de la recherche canadienne menée en bureautique avait, de plus, été réalisé en 1982 par le Dr. Roger Kaye pour le compte du ministère Fédéral des Communications. Nous y avons retenu quelques noms. Nous avons aussi sélectionné des noms parmi les auteur-e-s répertorié-e-s dans la bibliographie.

Nous avons également consulté l'inventaire préliminaire des recherches sur l'informatisation au Québec effectué par les membres de la Commission 3 (micro-électronique) des conférences socio-économiques organisées par le ministère de la Science et de la Technologie du Québec, au printemps dernier. De plus, nous avons interrogé les femmes que nous avons rencontrées et retenu les noms qu'elles nous ont proposés.

Finalement, nous avons commandé une recherche au Registre canadien de la recherche et des chercheur-e-s en sciences sociales. Nous avons ainsi obtenu une liste (dressée à partir d'une banque de plus de 8 500 chercheur-e-s, 6 000 projets de recherche et plus de 30 000 publications) assez exhaustive des initiatives de recherche au Canada, en date du mois d'août 1985 (soit une centaine de références au total).

La liste ainsi recueillie n'a pu être informatisée, faute de temps, mais peut être consultée à la DRO du CCRIT.

1.2.3 Quelques remarques et réserves sur les inventaires

Ce premier survol nous amène déjà à tirer quelques conclusions.

a) De façon globale, l'une des difficultés d'un projet comme le nôtre est de délimiter le champ particulier de la recherche sur les femmes et l'informatisation. En effet, nous devons nous rendre compte que la recherche sur les femmes et l'informatisation, tout en étant plus spécifique, est par contre intimement liée à la problématique générale de l'informatisation du travail.

En effet, d'autres l'ont déjà démontré : l'informatisation du travail touche en premier lieu et de façon très critique les emplois occupés massivement par la main-d'oeuvre féminine. Ainsi donc, dès que l'on examine l'informatisation du travail de façon générale (que ce soit dans les bureaux, les banques ou les commerces), on recueille de ce fait de l'information sur les impacts sur les femmes. Il semble donc que la recherche sur les femmes, dans ce domaine, est davatange une question de perspective (analyse différentielle des impacts par exemple) qu'une question d'objet.

Dans le présent inventaire, nous avons tout de même jugé bon de recueillir tout d'abord de l'information sur tous les projets répertoriés portant sur les aspects humains et organisationnels des transformations du travail. Il resterait maintenant à développer un modèle d'analyse qui permettrait de mieux délimiter le champ spécifique de la recherche sur les femmes qu'on voudrait privilégier.

b) Du côté de l'axe bibliographique, notre première exploration nous a permis de constater que la recherche sur l'informatisation a connu un essor certain depuis 1983; depuis ce moment la quantité de titres se multiplie en effet de façon impressionnante.

À première vue, il semble néanmoins que beaucoup des documents publiés sont surtout rédigés à partir de données secondaires. Un premier survol semble indiquer qu'on a affaire, en majorité, à des ouvrages de synthèse, des comptes rendus de rencontres ou des documents de vulgarisation. Parmi les exceptions, mentionnons notamment les recherches de Heather Menzies et de Benoit et al., toutes les deux basées sur des études de cas, et les analyses de Peitchinis, effectuées dans une perspective économique.

c) En ce qui concerne l'inventaire des chercheur-e-s ou des institutions effectuant de la recherche, on note ici aussi un phénomène d'abondance. Comme l'avait déjà constaté, en 1982, le D^{r} Roger Kaye au

sujet de la bureautique, des recherches sont menées sur un aspect ou l'autre de la question dans au moins deux universités canadiennes. Nous pouvons ajouter aujourd'hui que la plupart des centrales syndicales ainsi que plusieurs ministères fédéraux et provinciaux ont des programmes d'études dans le domaine. Certains ministères, comme celui des Communications, ont même des programmes dans plusieurs instances et directions (Programme de la bureautique, CCRIT, par exemple).

De plus, au cours de la dernière décennie, on a assisté à la création de centres spécialisés dans les divers aspects de l'informatisation, et cette thématique est privilégiée dans plusieurs centres ou institutions offrant des subventions et collaborant avec des chercheur-e-s. En un mot, donc, le champ de l'expertise (à ce stade préliminaire, nous avons déjà identifié plus d'une centaine de chercheur-e-s et d'institutions) et des ressources institutionnelles semble très vaste.

Il va sans dire que l'inventaire de tous ces programmes, de leurs objectifs et réalisations constitue un travail colossal auquel nous n'avons pus nous attaquer dans le seul cadre du présent projet. Aussi faut-il considérer le travail effectué comme un premier déblayage et consulter la banque de ressources à titre d'indication des intérêts potentiels qui peuvent éventuellement surgir et être mobilisés dans le cadre de projets précis d'échange, de recherches, etc.

Par ailleurs, la liste que nous avons recueillie devra être mise à jour. Nous n'avons pas choisi, dans le cadre de notre travail exploratoire, d'entrer en contact avec toutes les personnes et institutions identifiées afin de vérifier l'exactitude des renseignements (dont certains datent de plusieurs années). Le travail, d'ailleurs, n'aurait été utile que dans la mesure où il est assuré que cette mise à jour soit faite régulièrement.

À titre d'exemple, nous avons retenu certains noms de chercheur-e-s s'intéressant à la question des impacts des nouvelles technologies sur le travail. Il resterait à voir si ces chercheur-e-s étudient effectivement le travail des femmes ou s'ils examinent les questions de productivité, d'espaces, du travail des cadres, etc. De la même façon, est-ce que les chercheur-e-s travaillant sur la question des femmes et de l'éducation se préoccupent, entre autres, de formation technique ? Ces questions appellent des efforts supplémentaires de cueillette d'information.

On le voit : une telle entreprise commande une somme de travail considérable. Nous croyons toutefois que beaucoup de raisons militent en faveur d'y consacrer l'énergie nécessaire. Nous reviendrons sur ce sujet dans la section concernant les recommandations.

1.3 Les rencontres

La deuxième phase du travail de cueillette d'information a consisté à choisir des personnes-ressources que nous devrions rencontrer et à mener une dizaine d'entrevues pouvant nous permettre d'identifier les besoins réels des chercheur-e-s, leurs ressources et les pistes de collaboration qui pourraient impliquer le CCRIT.

Nous avons retenu les critères généraux suivants pour sélectionner notre population à rencontrer :

- privilégier la région montréalaise et fonctionner en cercles concentriques avec une très bonne prise à Montréal et de façon plus diffuse, si nécessaire, à Québec et Ottawa;

- privilégier les intervenant-e-s du milieu, les utilisatrices de micro-informatique en milieu de travail, leurs syndicats et/ou leurs organisations professionnelles; sélectionner ensuite quelques personnes et/ou institutions oeuvrant dans le domaine de la recherche;

- se centrer sur les personnes (et/ou organisations) réputées travailler explicitement sur la problématique des femmes et de l'informatisation du travail ou l'informatisation de leur vie associative.

Comme on pourra le remarquer, nous avons mis l'accent sur l'inventaire des <u>besoins</u> plutôt que sur l'<u>expertise</u>.

En effet, comme nous l'avons expliqué dans la section précédente, le champ de l'expertise semble assez vaste et déjà répertorié par différents organismes (INP, Registre canadien de la recherche, ICREF). Par contre, on en connaît moins sur les besoins identifiés par les utilisatrices et leurs organisations ainsi que par les interventant-e-s du milieu. Cela nous a semblé une lacune importante dans nos connaissances actuelles.

Par ailleurs, à première vue, il semble que peu d'organismes et de chercheur-e-s se soient penchés sur toute la question de l'informatisation de la vie associative. Pourtant, la volonté de "s'approprier la technologie" revient systématiquement dans le discours des regroupements de femmes. Ceci constitue donc la deuxième lacune importante que nous avons identifiée au niveau de la recherche. Pour compléter l'information déjà disponible, nous avons entre autres examiné cette question avec certains groupes possédant des comités sur la technologie (comme la Fédération des femmes du Québec (FFQ) et l'ICREF, par exemple). Finalement, comme le CCRIT mène, parallèlement à cette recherche, un inventaire des besoins du côté des syndicats, nous n'avons pas mis l'accent sur ces derniers regroupements.

Suivant ces quelques lignes directrices, nous avons effectué une première sélection dans la liste de contacts compilés pendant la phase I et nous avons retenu les noms figurant au tableau I.

Parmi ces contacts, nous en avons finalement contacté vingt-cinq et avons effectué douze entrevues (certaines entrevues ont été menées avec plusieurs personnes à la fois, soit un total de quinze personnes rencontrées).

On trouvera à la section suivante une description des activités passées, présentes et projetées de ces groupes ou institutions telles qu'elles nous ont été relatées par les personnes interviewées.

Tableau 1

LISTE DES PERSONNES-RESSOURCES SÉLECTIONNÉES

TYPES	NOMS	LIEUX	INTÉRÊT
Utilisatrices et regroupements	*-Regr. des femmes entrepeneures du Québec	Montréal	Femmes novatrices - entreprises
	*-Regr. des secrétaires du Québec	Montréal	Travailleuses de bureau
	-Association internationale des secrétaires professionnelles (du Québec)	Montréal ou Québec	Travailleuses de bureau
Intervenantes du milieu	**-YWCA - Centre de gestion pour femmes - Ruth Selwyn	Montréal	/Démystification - Modèles de sensibilisation. Organisation de conférences cours, ateliers
	-Au bas de l'échelle	Montréal	/Défense des droits et études sur les travailleuses non syndiquées
	*-Travail non traditionnel (T.N.T.) - Nicole Yergeau	Montréal	/Intégration des femmes aux métiers non traditionnels
	**-Centre des femmes de Montréal - Mona Forest	Montréal	/Réintégration des femmes sur le marché du travail Besoin d'informatisation des processus /administratifs.
	*-Conseil d'intervention et d'accès des femmes au travail - Lise Leduc	Montréal	/Comités de "technologie"; représentations à diverses commissions parlementaires et organisations de tables régionales pour l'identification de besoins de /clientèles.
Groupes de femmes	**-FFQ (Fédération des femmes du Québec) - Denyse Rochon		
	*-ICREF - Yolande Mennie	Pancanadien (Ottawa)	/Regr. de chercheures; organisation de colloques; études de faisabilité sur l'informatisation de données sur les femmes
	**-Relais-Femmes de Montréal - Marie Letellier	Montréal	/Lien entre les groupes de femmes et les chercheur-e-s universitaires. Production d'un document sur les femmes /et l'informatisation.
	*-Congrès canadien pour la promotion des études chez la femme - Susan McCrae Van der Voet	Pancanadien (Montréal ou Ottawa)	Groupe pancanadien; colloques
	-Comité national d'action sur le statut de la femme (NAC)	Pancanadien (Ottawa)	Groupe pancanadien; colloques

Tableau 1 (suite)

LISTE DES PERSONNES-RESSOURCES SÉLECTIONNÉES

TYPES	NOMS	LIEUX	INTÉRÊT
Syndicats	**-CSN - Danielle Hébert - Responsable de la Condition féminine	Montréal	
	-Alliance de la fonction publique - Janice Manchee	Ottawa	Auteure et chercheure
	-Conseil du travail du Canada - Susan Attenborough	Ottawa	
	-Syndicats des Travailleurs en Communication du Canada Patricia Blackstaff	Ottawa	
Chercheures	**-HEC - Jeannine McNeil et Dina Lavoie	Montréal	Recherches sur les femmes
	*-Certificat en enseignement de la bureautique / Université de Montréal - Lauraine Gratton ou Jacqueline Bourdeau	Montréal	Mise sur pied et responsable du certificat
	**-Céline St-Pierre - Dép. de Sociologie - UQAM	Montréal	/Recherches sur l'informatisation et membre de commissions
	-Lorna R. Marsden - Dép. de Sociologie - Université de Toronto	Toronto	/Recherches au niveau des PME; Comité de "recherche et études de cas" pour /Travail-Canada - Membre du Sénat
	-Patricia McDermott - Dép. de Sociologie - Université York	Toronto	Recherches-secteurs "Services et vente au détail" et participation à beaucoup de /groupes
Centres et institutions effectuant la recherche	**-IRAT - Colette Bernier	Montréal	Études actuelles sur les banques et l'enseignement
	*-Institut national de productivité (INP)	Montréal	Inventaire des recherches au Québec
	-GAMMA - Iris Fitzpatrick Martin	Montréal	Auteure de Women and Informediation
	*-CLSC - Centre ville - Suzanne Bélanger	Montréal	Recherche en Santé & Sécurité au travail
	**-Socioscope - Fernande Faulkner (maintenant au ministère fédéral des Communications Programme de la Bureautique)	Ottawa	Plusieurs recherches d'implantation & organisation de colloques.

Tableau 1 (suite)

LISTE DES PERSONNES-RESSOURCES SÉLECTIONNÉES

TYPES	NOMS	LIEUX	INTÉRÊT
Ministères et organismes consultatifs provinciaux	*-Conseil du Statut de la femme - Micheline Boivin	Québec	Responsable de la recherche
	**-Conseil du Statut de la femme - Consult-Action - Louise Fortin	Montréal	Animatrice qui a supporté les groupes de femmes ayant participé aux conférences socio-économiques
	-Centre de recherche et de statistiques sur le marché du travail - Min. de la Main d'oeuvre et de la Sécurité du Revenu - Carmelle Benoît	Montréal	Recherche en cours
	**-Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Science et de la Technologie - Lise Lacroix - Responsable du dossier "culture infomatique"	Québec	Recherche pour l'informatisation dans les groupes
	*-Ministère de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu - Renée Carpentier et Monique Frappier-Desrochers; Directrice de la recherche	Montréal	Enquêtes et recherches sur les impacts sur le travail et l'économie
Ministères et organismes consultatifs fédéraux	*-Conseil économique du Canada - Cécile Dumas	Ottawa	Recherche importante du Conseil sur les femmes
	**-Travail Canada - Women's Bureau - Jane Caskey et Gwenn Hugues	Ottawa	
	**-Travail Canada - Technology Impact Research Fund - Sue Kirby	Ottawa	
	-Condition féminine Canada - Maureen O'Neil (?)	Ottawa	
	*-CCCSF - Jennifer Stodart, Mary Lee Stephenson ou Lorraine Garneau	Ottawa	

* PERSONNES OU ORGANSIMES CONTACTÉS PAR TÉLÉPHONE

** PERSONNES RENCONTRÉES EN ENTREVUE

2. DESCRIPTION DES PROJETS RÉPERTORIÉS

Centre des Femmes de Montréal* - Mona Forest, directrice

Depuis quelques années, le Centre des femmes s'intéresse activement à quatre aspects de l'informatique.

Le premier aspect concerne l'informatisation de ses fonctions administratives. En effet, le Centre possède un service de références et d'information qui répond maintenant à près de 50 000 demandes annuellement. Le Centre doit donc tenir à jour une liste d'associations et de services de toutes sortes (au total 3 500 références) qu'il doit pouvoir consulter rapidement. De plus, on tient sur fiches des informations de base sur chaque personne qui fait une demande. Les données peuvent être utilisées pour analyser les types d'informations les plus importants : qui demande quoi et qui a besoin de quoi (selon l'âge, le nombre d'enfants à charge, l'état civil, le degré de scolarité, etc). Il permet donc de planifier cours, programmes d'information, etc. pour ces clientèles. Deux équipes de maîtrise en gestion en informatique de l'Université McGill ont mené pendant deux ans une évaluation des besoins du Centre pour informatiser ces processus administratifs.

Le deuxième aspect se rattache au service d'orientation Option'elle que le Centre offre à la clientèle la plus désavantagée des femmes sur le marché du travail (immigrantes, et/ou sous-scolarisées, et/ou âgées). Le Centre a rencontré plus de 1 000 femmes annuellement à son service. On a découvert que ces femmes avaient besoin d'une introduction et d'une familiarisation à la micro-informatique afin de se diriger vers des emplois plus gagnants. Souvent, ces femmes ont besoin de travail rapidement et c'est pourquoi, entre autres, les services gouvernementaux ne sont pas adéquats actuellement, à cause de leurs listes d'attente de quelques années.

Le Centre a donc étudié la possibilité de développer un cours-maison. Au cours de la dernière année, une chercheure a analysé, d'une part, les besoins et les possibilités des femmes et, d'autre part, le contenu et l'accessibilité des cours existants. Finalement, elle a étudié les besoins des employeurs au moyen d'entrevues pour évaluer les possibilités réelles d'emplois. Elle a ensuite développé et testé un instrument pédagogique d'une durée de 8 à 10 semaines qu'elle voudrait offrir au cours de la prochaine année, à condition d'acquérir du matériel.

Troisièmement, le Centre a présenté un mémoire sur le dossier de la Maison des sciences et technologies de Montréal, à titre de groupe- ressource sur les besoins spécifiques des jeunes filles et sur l'élimination du sexisme en cette matière. Il siège actuellement au sein du Comité de la programmation de la Maison.

Le quatrième et dernier aspect concerne un programme que le Centre offre aux jeunes filles des familles défavorisées du quartier, après l'école. Il vise à élargir leurs horizons et prévenir le décrochage scolaire. Le Centre veut intégrer une dimension technologique au programme de l'année à venir.

Congrès canadien pour la promotion des études chez la femme (CCPEF) - Canadian Congress for Learning Opportunities for Women (CCLOW) - Susan McCrae Van der Voet, directrice

Le CCPEF travaille constamment sur le dossier des femmes. Il tient à jour une banque de personnes-ressources sur la question de la formation technologique et des technologies. C'est une question qu'il aborde dans tous les mémoires présentés à différentes commissions.

De plus, les membres du CCPEF estiment qu'il y a un grand besoin de développer des trousses d'information destinées aux femmes ainsi que des outils d'éducation pour les femmes, surtout en matière d'éducation des adultes. Le CCPEF désire travailler à de tels projets. Les membres

(des femmes de toutes les régions du Canada, spécialisées en éducation) ont d'ailleurs déjà soumis au ministère des Communications un projet qui visait à élaborer pour un public de femmes une trousse d'informations sur Télidon. Le ministère a refusé de les subventionner.

Finalement, les membres du CCPEF voudraient aussi collaborer à mettre sur pied des programmes d'éducation à distance pour les femmes ainsi que de la formation dans les groupes.

Conseil consultatif canadien de la situation de la femme (CCCSF) - Lorraine Garneau, recherchiste

Après avoir produit plusieurs mémoires pour des commissions et publié plusieurs documents sur la question des femmes et des technologies (voir la bibliographie à ce sujet), le CCCSF, d'après Lorraine Garneau, ne travaille pas sur ce dossier à l'heure actuelle.

Conseil d'intervention pour l'accès des femmes au travail (CIAFT) - Lise Leduc, permanente

Le CIAFT est un regroupement d'intervenantes qui travaillent ou ont travaillé dans le réseau des programmes, projets ou groupes visant à favoriser l'accès des femmes au marché du travail. Ce regroupement est provincial.

Avec la FFQ, le CIAFT faisait partie des deux groupes de femmes à participer aux conférences sur la micro-électronique mises sur pied par le ministère de la Science et de la Technologie du Québec. Depuis la fin des conférences (printemps 1985), son comité sur les nouvelles technologies n'est plus actif.

De plus, le CIAFT, qui regroupe des associations travaillant directement avec des femmes qui intègrent le marché du travail dans tous les coins du Québec, a diffusé des informations sur ces conférences et ses propres

prises de position auprès de ces groupes. Le CIAFT a aussi tenté de mettre sur pied, dans le réseau des groupes oeuvrant sur la question du retour au travail, des tables de concertation régionales sur les nouvelles technologies. Les tables demeurent, mais les femmes ont évalué qu'elles avaient beaucoup d'autres problématiques à attaquer avant celle des nouvelles technologies. Cet objectif n'a donc pas été retenu.

Le Conseil du Statut de la Femme du Québec (CSF) - Micheline Boivin, directrice de la recherche, et Louise Fortin, animatrice

L'intérêt du CSF pour la question a mené en 1983 à la rédaction, par Renée Carpentier, d'un document de synthèse au sujet des connaissances existantes dans le domaine des femmes et de l'informatisation (voir la bibliographie). Le service de la recherche ne s'est pas penché sur la question jusqu'à tout récemment (octobre 1985) alors qu'on a engagé une chercheure pour faire le point, notamment, sur la situation en cette matière. Cela devrait servir à éclairer le service sur les suites à donner au dossier.

Par ailleurs, Louise Fortin, animatrice au service Consult-Action et responsable des dossiers sur le travail, a assuré le soutien technique aux deux groupes de femmes (FFQ et CIAFT) invités par Mme Pauline Marois à participer aux conférences sur la micro-électronique organisées par le ministère de la Science et de la Technologie. Depuis que les conférences sont terminées (printemps 1985), Louise Fortin n'a plus retravaillé sur le dossier. Par contre, on a prévu pour l'automne une rencontre d'évaluation avec les deux groupes, lors de laquelle on décidera si on donnera suite à ce dossier.

De plus, Louise Fortin a participé à une mission en France et en Suède pour étudier la question des femmes et de l'informatisation (rôle des groupes de femmes, revendications syndicales, impacts constatés, etc.). Elle prépare actuellement avec Renée Carpentier, qui était aussi de la mission, un rapport interne d'une centaine de pages qui sera disponible sur demande.

Conseil économique du Canada* - Cécile Dumas, chercheure

Le CEC a récemment lancé un important projet de recherche dont on prévoit le rapport final pour l'été 1987. Ce document de consensus portera sur les impacts des changements technologiques sur le marché du travail. Le groupe doit mener auprès de 5 000 entreprises canadiennes de trente employé-e-s ou plus une enquête portant sur les cinq dernières années. On veut aussi faire des études de cas dans des grandes entreprises et au gouvernement fédéral. Cette recherche, contrairement à celles qui sont commandées, constitue une initiative du Conseil, c'est-à-dire qu'elle est endossée par vingt-cinq membres du CEC et a des répercussions sur le développement des politiques, entre autres.

Un volet complet de ce projet porte sur le travail des femmes. Cette variable sera intégrée à l'enquête. De plus, Cécile Dumas, qui est responsable de ce volet, est à terminer une revue de littérature ainsi qu'un inventaire des cours et programmes de formation offerts dans différents ministères. On voudrait étudier, notamment, la vitesse à laquelle s'effectuent les déplacements de femmes d'une profession à l'autre.

CSN* - Danielle Hébert, responsable à la condition féminine, et Michel Doré, Service de recherche

Au terme d'une année de recherche, la CSN a publié, en 1982, les documents de vulgarisation "Les puces qui piquent nos jobs" puis "À nous le progrès". Le Comité de la condition féminine a aussi publié, à l'intérieur des 4^{e}et 5^{e}rapports du Comité de la condition féminine à la CSN (1983 et 1984), les positions et revendications concernant les femmes et les nouvelles technologies.

Parallèlement à ces activités de diffusion, le Comité organise régulièrement des sessions de formation et de sensibilisation au phénomène des changements technologiques à l'intention des membres. Les sessions visent essentiellement à favoriser une compréhension des changements et

des enjeux en cours. D'une durée de 2 ou 3 jours, ces sessions ont été données dans le secteur des assurances, des caisses populaires, des commissions scolaires et des Cégeps, ainsi que dans les hôpitaux.

Finalement, le service de la recherche entreprenait à l'automne 1985 une recherche sur les changements technologiques qui doit s'étendre sur 15 mois. La question des femmes sera abordée, surtout en ce qui concerne la recherche portant sur le secteur de la santé. Par contre, cette recherche ne traitera pas du travail de bureau, l'organisme subventionnaire ayant évalué qu'à l'heure actuelle, suffisamment de recherches étaient effectuées sur ce sujet.

Firme Socioscope - Fernande Faulkner, consultante, actuellement à l'emploi du ministère des Communications du Canada - Programme de la bureautique

Fernande Faulkner a été responsable de l'évaluation de projets pilotes et d'implantation de systèmes informatisés (bureautique, systèmes de traduction semi-automatisés) à la fonction publique, dont aux ministères de l'Énergie, Mines et Ressources et des Affaires Indiennes. Dans ces recherches, on posait certaines questions sur les femmes mais on traitait avant tout de cinq variables : technologie, performance, attitudes, impacts humains et sociaux, et enfin impacts organisationnels.

De plus, elle a étudié l'implantation de Télidon dans certains foyers du Québec, où elle a exploré les différences d'utilisation entre les hommes et les femmes. Elle a aussi organisé, pour le compte du Conseil des Sciences du Canada, une conférence sur les nouvelles orientations de la recherche et les politiques sur l'emploi des femmes et la technologie.

Fernande Faulkner a été responsable scientifique pour une étude de productivité menée à l'Université Laval. Au sein du ministère des Communications du Canada, elle fut chargée de préparer le rapport final d'évaluation des cinq projets pilotes du Programme de la bureautique (en marche depuis 1983).

Fédération des Femmes du Québec (FFQ)* - Denyse Rochon, présidente

La FFQ est un regroupement d'une quarantaine d'associations de femmes du Québec, comptant au total quelques 80 000 membres.

Il y a quelques années, la FFQ a formé un comité sur la technologie et avait participé avec d'autres associations de femmes à une rencontre convoquée par Mme Pauline Marois, Ministre déléguée à la condition féminine du Québec. Cette rencontre visait à identifier les intérêts des groupes en ce qui concerne l'informatisation.

Par la suite, la FFQ, de concert avec le CIAFT (Conseil d'intervention pour l'accès des femmes au travail), a été invité à participer aux conférences sur l'informatique organisées par le ministère de la Science et de la Technologie du Québec. Elles y ont participé pendant les deux années qu'a duré cette initiative (soit un total de trois conférences).

La FFQ s'intéresse à la question pour deux raisons. Premièrement, les membres (elles occupent, pour la plupart, un emploi rémunéré) ont un intérêt général quant aux impacts sur le marché du travail (sur les travailleuses de bureau et professionnelles) et aux programmes à développer pour s'outiller.

Deuxièmement, la FFQ aimerait informatiser ses fonctions administratives (le secrétariat, la liste de membres et peut-être aussi la comptabilité). En 1982, la FFQ avait soumis au ministère de la Science et la Technologie, dans le cadre d'un programme d'aide financière à l'informatisation des associations, un projet visant l'implantation d'un réseau informatisé entre ses associations-membres. Mais le Ministre et les politiques ayant changé, le programme n'a pas eu lieu.

La FFQ a participé à de nombreuses commissions depuis les conférences et n'a pas repris le dossier des nouvelles technologies. Denyse Rochon ne peut nous dire si le nouveau conseil, qui sera élu sous peu, en fera un

dossier prioritaire. Par contre, la possibilité de s'informatiser (peut-être en collaboration avec Relais-Femmes de Montréal) et de se joindre à des réseaux éventuels demeure très probable.

HEC* - Jeannine David-McNeil, Dina Lavoie et autres

Cette équipe a reçu, en 1984, une subvention pour mener une étude d'impact de la gestion de certaines technologies bureautiques sur le travail des femmes. Cette étude se terminera en juin 1986. Elle comprend 5 études de cas sur des entreprises des secteurs privé et public dans les domaines suivants: 1) le système bancaire, 2) le commerce de détail, 3) la fonction publique, 4) les bibliothèques ou le secteur municipal (à déterminer) et 5) le secteur manufacturier. Les deux questions centrales de cette recherche étaient: comment la variable "gestion" peut-elle expliquer les impacts et y-a-t-il des impacts ?

Les études mèneront à 5 monographies desquelles on espère éventuellement faire ressortir quelques variables-clés d'impacts à reprendre ensuite dans une étude scientifique complète.

Mme McNeil a effectué, en 1984, une pré-recherche dans le cadre de laquelle elle a étudié l'implantation de la bureautique aux HEC. Sa grande conclusion est que les secrétaires apprécient les nouvelles technologies. Le bilan est finalement positif. Une deuxième recherche est menée actuellement à partir des données recueillies par Mme McNeil qui vise à analyser le degré de satisfaction des travailleuses.

Institut canadien de recherches sur les femmes -
Canadian Research Institute for the Advancement of Women (ICREF/CRIAW) -
Yolande Mennie, permanente

En 1982, l'ICREF a publié les actes d'un important colloque qui s'était tenu la même année à Ottawa intitulé "L'avenir se décide maintenant", ainsi q'un document d'Ursula Franklin dont le thème est : Les femmes

changeront-elles la technologie ou les technologies changeront-elles les femmes ?

L'ICREF tient aussi une banque informatisée de chercheures canadiennes et avait commandé, en 1983, une étude de faisabilité en vue de mettre sur pied une banque d'informations bibliographiques sur les femmes (voir la bibliographie), projet qu'elles ont finalement abandonné.

En ce moment, l'ICREF n'a ni projet "d'expansion informatique" ni de publication à paraître sur le sujet.

Institut de recherche appliquée sur le travail (IRAT) - Colette Bernier*

Il y a quelques années, Colette Bernier a travaillé activement à un document-synthèse édité par l'INP sur l'impact des nouvelles technologies sur le travail, examinant l'organisation du travail, les qualifications et la santé au travail.

Depuis maintenant trois ans, elle a effectué trois analyses sectorielles portant sur des postes de travail dans le secteur tertiaire, nommément dans une banque, dans une université et dans une société de services publics. Elle y a mené des études de cas, dans le cadre desquelles elle a effectué des études de postes de travail pour examiner en détail la question des qualifications et leurs transformations et celle de la formation. Pour mener ces études, Colette Bernier a travaillé avec une ergonome française, Catherine Cailloux.

Elles ont volontairement laissé de côté l'étude des postes de dactylos considérant que cette recherche était déjà bien couverte par d'autres chercheur-e-s. Elles ont préféré plutôt observer tout le secteur du travail sur terminal : postes de caissières, commis à l'entrée de données (comptes aux clients ou dans les régistres). Colette Bernier s'attend à produire un rapport à l'été 1986.

Elle aurait comme projets futurs de continuer à effectuer des études très détaillées de postes - études ergonomiques -, sur une base comparative, si possible. Une deuxième éventualité consisterait à étudier, en collaboration avec une étudiante au doctorat, les formes de gestion de main-d'oeuvre en période d'informatisation, c'est-à-dire notamment le développement du temps partiel, la variation des heures de travail, etc.

Institut national de productivité - Daniel Lamoureux, chargé de projet

L'INP agit comme secrétariat pour le "Bureau de la coordination des études et des analyses en matière d'impact des nouvelles technologies informatiques sur l'emploi et la main-d'oeuvre", mandat qui lui a été confié par les conférences sur la micro-électronique du Québec.

À ce titre, l'INP est à compléter un inventaire des recherches et des chercheur-e-s sur l'informatisation et le travail, au Québec. L'INP a aussi publié beaucoup de documents sur la question mais il ne s'intéresse pas de façon spécifique à la question des femmes.

Ministère de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du Revenu - Monique Frappier-Desrochers, directrice, direction de la recherche*

Conjointement avec le Centre de recherche et des statistiques sur le marché du travail, le MMSR a mené l'an dernier une recherche sur l'incidence des appareils de traitement de textes sur l'emploi et le travail (voir la bibliographie). Cette année, le Centre poursuit, seul, la deuxième phase de ce travail, alors que le MMSR a confié à l'INRS-Urbanisation une recherche sur l'impact des nouvelles technologies de production sur l'économie québécoise. Cette recherche, qui sera publiée en mai 1986, portera sur 62 secteurs de l'économie. Le MMSR a aussi demandé que soient examinés les impacts sur les professions, y compris le nombre de femmes et les variations de celui-ci.

Ministère québécois de l'Enseignement Supérieur, de la Science et de la Technologie - Lise Lacroix*

Depuis qu'elle est à l'emploi du Ministère, il y a un an, Lise Lacroix a eu comme mandat de préparer un cadre d'intervention pour favoriser l'accessibilité de la culture informatique au grand public (individus et groupes). La première phase de cette exploration consiste à rencontrer différents groupes, et différentes clientèles pour identifier leurs ressources, les équipements qu'ils possèdent, les activités en cours dans ce domaine et les usages sociaux développés dans différentes régions du Québec.

L'état de situation devrait être terminé à la fin de juin 1986 mais on a déjà identifié quatre éléments que le ministère pourrait viser à appliquer dans un programme d'intervention : 1) la mise en commun des ressources et la concertation des partenaires au plan régional, 2) le développement de banques de données pour le grand public, 3) l'encouragement au loisir informatique, dans la mesure où il soit utile aux groupes et 4) l'intervention auprès des groupes socio-économiques pour favoriser la décentralisation de l'informatique en leur faveur.

Ce dernier élément sera concrétisé, notamment, en subventionnant pendant trois ans trois projets pilotes avec des groupes développant des applications communautaires de l'informatique (deux en régions et un à Montréal). Le ministère procédera à une évaluation de ces expériences qui servira à orienter son action et à développer son programme de subventions.

La clientèle des femmes va être explorée dans le cadre de ces projets, mais au même titre que d'autres populations.

Regroupement des femmes entrepreneures du Québec - Ginette Lefebvre, présidente

Nous avons écrit à Mme Lefebvre pour lui demander un rendez-vous, mais n'avons reçu aucune réponse à cet effet. Un nouveau contact devra être établi si le CCRIT poursuit plus avant son exploration des besoins et ressources de cette population féminine spécifique.

Regroupement des secrétaires du Québec - Nicole Lagüe*

Depuis sa création en 1979, le RSQ se préoccupe constamment de la question technologique. Le RSQ a notamment collaboré à une recherche, pris des positions, diffusé de l'information sur la question entre autres dans son journal **La frappe**.

Au moment où nous avons contacté le RSQ, ses membres s'apprêtaient à se réunir pour discuter de l'éventualité de dissoudre le groupe ou tout au moins d'en interrompre les activités pour une période de réflexion. Il faudrait éventuellement reprendre contact pour voir ce qu'il advient de ce regroupement.

Relais-Femmes de Montréal - Marie Letellier, directrice

Le ministère de la Science et de la Technologie a commandité, au moment des conférences (1984-1985), un projet de revue de littérature sur les femmes et la technologie. Ce projet a été confié à Marie-Paule Maurice, stagiaire à Relais-Femmes, et devait servir à étoffer les dossiers des groupes de femmes.

Ce travail a permis de produire un document volumineux (voir la bibliographie) et Relais-Femmes est à étudier les différents moyens qui pourraient être pris pour le diffuser aux groupes de femmes et faire circuler l'information.

Travail Canada

1 - Bureau de la main-d'oeuvre féminine, Jane Caskey et Gwenn Hughes

Le Bureau de la main-d'oeuvre féminine a publié, au cours des dernières années, quelques documents de synthèse (voir la bibliographie) et tient à jour des bibliographies sur le thème de la micro-technologie et les femmes.

Le Bureau mène ses propres recherches sur le sujet, en plus d'en recevoir ou d'en commander à l'extérieur. Parmi les recherches reçues récemment, on trouve des sujets comme le stress, la surveillance électronique, etc.

Finalement, le Bureau a organisé en 1981 une importante conférence sur les effets de la micro-électronique sur le travail et, participé, en 1982, au groupe de travail sur la micro-électronique et l'emploi.

À l'heure actuelle, les femmes rencontrées sont à évaluer les orientations de la recherche dans les mois à venir. L'aspect privilégié par Gwenn Hughes est celui des analyses économiques à grande échelle pour examiner les correspondances entre des périodes d'investissement dans de l'équipement et la variation de l'emploi et de la productivité. Elle en est à une étape d'étude de coûts et de faisabilité.

2 - Policy and Strategic Analysis Branch - Groupe de recherche sur les répercussions du changement technologique - Sue Kirby

Le programme dans lequel travaille Sue Kirby est un programme de subventions à deux types d'activités : 1) la recherche sur les impacts sociaux et humains des nouvelles technologies; 2) les projets pilotes dits de démonstrations qui sont, en fait, des projets coopératifs de travailleurs et employeurs en vue d'implanter efficacement des nouvelles technologies en milieu de travail.

À ce jour, on a subventionné au total 32 projets (études de cas, études économiques, etc.). D'autres projets seront acceptés en octobre 1985 et en janvier 1986. La plupart des soumissions reçues concernent le premier type d'activités et les demandes pour le deuxième type. C'est là-dessus ainsi que sur des études ergonomiques et quantitatives que Sue Kirby voudrait voir mettre l'accent à l'avenir.

Travail Non-Traditionnel Inc. (TNT) - Nicole Yergeau, coordonnatrice

Le TNT ne travaille pas directement sur la question de la bureautique. Ses membres s'occupent plutôt de contrôle numérique, de machines de production et de conception assistée par ordinateur. Elles tentent de percer le monde du TNT et, par conséquent, orientent leurs "étudiantes" vers des emplois de techniciennes (réparation de machines) plutôt que vers le travail de bureau.

Par ailleurs, à l'intérieur de leur proramme de formation de base, elles donnent un atelier de démystification et de manipulation de l'informatique. C'est l' un des ateliers de démystification qu'elles aimeraient développer si elles avaient accès à de l'équipement.

Université de Montréal - Certificat en bureautique, Jacqueline Bourdeau*

Jacqueline Bourdeau a collaboré à plusieurs aspects de l'organisation de colloques sur les femmes et l'informatisation.

À titre de chercheure, elle a collaboré avec Lauraine Gratton à l'élaboration d'un programme de formation des maîtres en bureautique, (certificat en enseignement de la bureautique) maintenant dispensé à la Faculté des Sciences de l'éducation de l'Université de Montréal.

Lauraine Gratton est responsable du programme.

Université du Québec à Montréal - Département de Sociologie, Céline Saint-Pierre

Cette chercheure s'occupe de deux aspects de la problématique de l'informatisation : la réflexion et la recherche. Tout d'abord, Céline Saint-Pierre a écrit de nombreux textes sur la question, elle dirige des numéros spéciaux de revues sur l'informatisation et collabore avec les centrales syndicales à la production de documents de vulgarisation et de sensibilisation.

D'autre part, depuis quelques années, elle a mené des études de cas dans le secteur bancaire, en plus d'une étude faite à partir d'analyses statistiques des recensements de 1971 et de 1981 sur l'évolution des emplois et de la place des femmes dans le secteur tertiaire (structures des professions, des salaires, des qualifications, etc.).

Elle s'apprête à poursuivre son travail par une recherche qui s'étendra sur trois ans et portera sur les secteurs des banques, des assurances, des grands bureaux et des petites entreprises. Elle se propose d'y examiner l'encadrement subalterne et la supervision du travail d'exécution. L'étude consistera donc en une enquête sur le terrain, comprenant des analyses quantitatives et qualitatives.

Parallèlement à ces activités, Céline Saint-Pierre participe à des sessions de formation en milieu syndical et avec les groupes de femmes; lors de ces sessions, elle s'occupe particulièrement de la sensibilisation au phénomène de l'informatisation du point de vue sociologique. Elle participe également à l'organisation de colloques. Commissaire aux conférences sur la micro-électronique du Québec, elle est maintenant membre du Conseil du statut de la femme du Québec.

YWCA** - Centre de gestion pour femmes, Ruth Selwyn

Depuis 1980, le "Y des femmes" propose à sa clientèle un cours de démystification des micro-ordinateurs. Ce cours est offert dans les deux

langues et regroupe 12 femmes à la fois pendant 6 semaines (12 heures). Le cours vise fondamentalement à permettre aux femmes inconfortables face à la technologie de la démystifier et de s'y familiariser dans un milieu chaleureux et détendu. À ce jour, la moyenne d'âge des "étudiantes" est de 35 ans et 90% d'entre elles occupent un emploi.

En fait, depuis quatre ans, le Centre de gestion pour femmes a régulièrement inscrit à son programme un grand nombre de cours et d'ateliers sur l'informatique : "L'informatique démystifiée", introduction aux composantes de base du système de traitement de données, le traitement de texte, le BASIC, le LOGO pour mères et filles, le choix d'un micro-ordinateur et d'un logiciel, etc. Des groupes d'autres régions sont venus suivre ce cours et le Centre de gestion organise aussi régulièrement les fins de semaines, des journées d'études, d'information et de sensibilisation qui réunissent plusieurs centaines de femmes.

Le Centre de gestion a entrepris certaines démarches auprès de compagnies de micro-ordinateurs pour obtenir davantage de matériel et des facilités et aussi auprès des services à la collectivité offerts par les universités afin d'obtenir leur collaboration relativement à l'évaluation des cours et du matériel pédagogique.

Finalement, mentionnons parmi les projets du Centre un cours de formation de formatrices dans les groupes, la diffusion de leurs cours dans différentes régions du Québec et, éventuellement, un "computer wagon", sur le modèle d'un bibliobus.

DEUXIÈME PARTIE - ANALYSE DES BESOINS ET RECOMMANDATIONS

Dans cette partie, nous examinerons, dans un premier temps, les besoins tels qu'ils ont été identifiés dans la revue de littérature que nous avons effectuée. Dans un deuxième temps, nous relaterons les témoignages recueillis lors des entrevues.

3. BESOINS IDENTIFIÉS DANS LA REVUE DE LITTÉRATURE

Les impacts prédits du mouvement d'informatisation sur le travail des femmes comprennent le chômage massif, la réorganisation du travail (à l'échelle internationale, régionale et sectorielle), la redéfinition des contenus des tâches et des postes avec des conséquences telles :

- la précarisation;
- la déqualification;
- la perte de contrôle;
- l'augmentation de la surveillance et de la cadence;
- l'isolement;
- les dangers liés à la santé et à la sécurité au travail;
- la bipolarisation qui ferait que certains emplois seraient enrichis alors que d'autres seraient déqualifiés, coupant ainsi les voies traditionnelles de mobilité verticale pour les femmes.

La principale crainte concernant le processus en cours est certainement que non seulement les femmes ne pourraient plus compter de nouveaux acquis dans l'amélioration de leur situation collective, mais qu'elles connaîtraient aussi un recul.

Le processus d'informatisation est certes fort complexe, et tous les éléments susmentionnés méritent une attention très particulière. Ainsi, la documentation consultée a permis de relever plusieurs besoins d'études et/ou d'interventions et, à maintes reprises, des recommandations ont été formulées. Ces besoins concernent les champs suivants.

3.1 Les impacts sur le travail

En tout premier lieu, on doit analyser la question du **chômage** massif. On ne connaît actuellement ni le nombre de femmes qui occupent des emplois appelés à disparaître ni les nouveaux emplois créés. On connaît aussi très mal la pénétration et la diffusion de l'informatique dans les entreprises. Par conséquent, on ne peut faire de prévision valable sur l'avenir des emplois. Voilà une lacune importante dans nos recherches.

L'évaluation globale de ce domaine ne peut se faire, de l'avis de plusieurs, par des analyses de niveau "micro" (au niveau des entreprises ou même des secteurs). Il nous faut plutôt des analyses de type "macro" qui serviraient à mesurer les mouvements d'emplois.

Une variable importante à examiner est celle de la **mobilité** professionnelle et géographique. En effet, il faut s'interroger sur les déplacements régionaux occasionnés par :

- l'informatisation des sièges sociaux, par exemple, au détriment des succursales;

- la concentration de l'emploi dans les supermarchés informatisés au détriment des magasins locaux;

- la division des emplois spécialisés dans les banques situées dans les zones urbaines et du travail routinier dans les succursales. Tous ces facteurs peuvent éliminer les occasions offertes aux femme en milieu rural (Wyatt et Henwood; Terry, 1985).

Il faut aussi réussir à identifier les secteurs d'activité économique où il y a transferts d'emplois afin de pouvoir élaborer des stratégies d'ajustements.

Par ailleurs, des **analyses sectorielles et locales** se révèlent nécessaires pour bien saisir les mécanismes de l'implantation technologique et ce, dans une perspective d'action positive. Une banque nationalisée de France, par exemple, tient ainsi à jour un recensement quantitatif et qualitatif du nombre et de la situation de toutes les femmes employées. Ainsi, on peut développer rapidement des mécanismes corrigeant toute dégradation de la situation des femmes (Laufer, 1982).

Des études de cas devront aussi nous renseigner sur les nouvelles conditions de travail, sur la conception et le contenu des tâches, sur les systèmes de contrôle et de surveillance, sur la protection de l'emploi et sur la participation aux décisions. On doit sérieusement examiner, notamment, la division des professions en travail routinier et en travail spécialisé.

Certaines recherches appliquées pourraient aussi viser l'expérimentation de mécanismes d'implantation favorisant la participation du personnel de bureau tout au long du processus de préparation, d'introduction, d'évaluation et d'ajustement. On pourrait aussi expérimenter des réorganisations s'articulant autour d'une réduction et d'un réaménagement du temps de travail pour tous et toutes (Rapport de la Commission 3 - 3^{e} rencontre, vol. 2). Il y aurait aussi lieu de développer des modèles d'implantation et des prototypes d'ententes cadres qui prennent en considération la situation de tous les travailleurs et travailleuses (syndiqué-e-s et non syndiqué-e-s, travailleuses-eurs temporaires, etc.).

Il faudrait aussi mener des études systématiques et continues sur tous les aspects de la santé et de la sécurité au travail, notamment sur les effets sur le système reproducteur. Il est suggéré d'examiner toute la question de l'ergonomie, dans la conception des aménagements de travail, avec les employé-e-s dans chacune des entreprises, ainsi qu'en milieu expérimental (effet des radiations). Finalement, ces questions doivent être intégrées aux programmes de formation des spécialistes en hygiène du travail.

Ces études sont importantes dans tous les secteurs où il y a informatisation, et non seulement là où on implante de la bureautique. Outre les bureaux, on pense aux secteurs de la vente au détail (petits commerces et supermarchés), et de la communication, aux banques, bibliothèques, institutions d'enseignement, centres hospitaliers et de services sociaux, compagnies d'assurances et compagnies de services aux entreprises.

Par ailleurs, on devrait aussi considérer de plus en plus la question de l'informatisation dans les PME en ce qui a trait à l'évaluation des impacts et à l'incitation à l'informatisation (études de faisabilité, modèles d'analyse d'impacts et de planification des ressources humaines, formules de recyclage, etc.). Plusieurs rapports rappellent aussi la nécessité de développer des mécanismes pour informer, encourager et supporter les petits entrepreneurs en matière de processus d'informatisation (formation technique, formation en gestion, rencontres d'information, etc.). On doit ici se préoccuper principalement de l'action positive et apporter une attention particulière aux femmes chefs d'entreprises (accès aux spécialistes, à l'information, etc.).

Finalement, si le mouvement de précarisation se révèle réel, il faudra de toute urgence mener des enquêtes sur la **segmentation du marché du travail**. Il faut évaluer l'ampleur du développement des formes de travail marginales (sous-traitance, travail à domicile, pigisme, travail non syndiqué, à forfait, etc.), les conditions de leur exercice et les mécanismes sociaux et législatifs à développer pour éviter une nouvelle forme d'exploitation et une marginalisation croissante de la main-d'oeuvre féminine.

En corollaire, l'ensemble du secteur des nouvelles entreprises évoluant autour de l'électronique et du logiciel devrait aussi faire l'objet d'une attention particulière : analyse de l'intégration des femmes, développement et expérimentation de moyens concrets et originaux pour favoriser l'accès des femmes à ce secteur, à titre de spécialistes et à titre d'entrepreneures.

Pour terminer cette deuxième partie, nous allons aborder les questions de perspectives élaborées par divers intervenant-e-s. De l'avis de plusieurs chercheures (McDonald in CEC 1984; Wyatt et Henwood; Rothschild), l' une des principales tâches, préalable à toutes les autres, consiste à élaborer un cadre théorique assez puissant qui prenne en compte à la fois le changement technologique et les caractéristiques propres au travail des femmes. Ce cadre doit nous permettre d'analyser les mécanismes qui font qu'une ségrégation sexuelle du travail et une inégalité dans la répartition des emplois persistent dans ce processus. Il permettra d'amorcer des études (trop peu nombreuses à ce jour) sur la qualité et la répartition des emplois qui découlent des changements technologiques, d'examiner comment les nouveaux emplois sont répartis dans la population active et de développer des stratégies d'action positive.

Dans la recherche concernant le travail, il semble également important d'adopter un modèle d'analyse qui examine la question globale de l'apport économique des femmes. Ainsi, il faut étudier non seulement les aspects relatifs au marché du travail, mais aussi ceux qui caractérisent les autres domaines d'activités des femmes (vie familiale, travail parental et domestique, etc.). Cette avenue de recherche semble indispensable, surtout si on veut bien comprendre les mécanismes de ségrégation en cause (Jennifer Stodart et Martha McDonald in CEC, pp. 145 et 158).

Cette avenue plus vaste semble d'autant plus importante qu'on observe aussi une absence quasie-totale de recherches sur les conséquences sociales et culturelles des nouvelles technologies, lacune pourtant relevée à plusieurs reprises.

Finalement, on réitère la nécessité de reconnaître la recherche- action comme légitime et admissible aux programmes de subventions et aux plans de recherche, car ce type d'approche est celle que favorisent largement les groupes de femmes. Ce dernier commentaire concerne d'ailleurs tous les champs d'application de la recherche (travail, éducation, vie associative, etc.).

Tableau 2

Besoins de recherches et d'interventions - Les aspects relatifs au travail

Changement dans la nature du travail	- Salaires - Tâches - Quantité et qualité du produit - Horaires - Choix des procédés techniques
Changement dans l'organisation du travail	- Relation personne-groupe - Relation personne-personne - Participation aux décisions et à la planification - Accès à l'information - Hiérarchie et contrôle de quantité et qualité (degré de responsabilité, type de supervision) - Mobilité
Changement dans les structures	- Transformation de postes - Nouvelles formes de travail (précarisation, travail à domicile, sous-traitance, etc.) - Ségrégation professionnelle - Chômage - Petites entreprises
Santé et sécurité au travail	- Dangers pour la reproduction - Problèmes oculaires, cataractes - Maux de dos et de tête - Stress lié à la pression et au rythme d'exécution - Liberté de mouvement physique; pauses - Ergonomie et relation personne-machine
Qualité de vie au travail	- Isolement - Monotonie - Sentiment d'intégration/anomie - Sentiment de satisfaction et d'accomplissement - Sentiment de sécurité d'emploi (possibilités d'amélioration et de promotion) - Sentiment de support
Aspects législatifs	- SST et protection de l'emploi
Perspectives prospectives	- Évaluation prospective et scénarisation - Développement de modèles d'implantation, de grilles d'évaluation et d'ententes cadres

3.2 Formation, recyclage, information et sensibilisation

Le besoin de formation et de recyclage est certes la constatation qu'on fait le plus souvent lorsqu'il est question de femmes et d'informatisation. Que l'on parle de recyclage en emploi, de formation générale de base, d'orientation des filles, d'accès aux nouvelles carrières, aux métiers non traditionnels et aux programmes de formation professionnelle, la formation semble être un enjeu-clé dans le processus actuel.

Cela implique donc la mise en oeuvre et l'évaluation de mécanismes "proactifs" qui permettent aux femmes une intégration à des secteurs où elles peuvent bénéficier des changements technologiques dans une grande variété de professions.

Il faut aussi veiller à développer des programmes de formation en emploi qui permettent aux femmes une mobilité verticale du travail de bureau vers le travail plus qualifié, particulièrement pour les femmes plus âgées. Il faut étudier les impacts des nouvelles technologies sur les qualifications et la formation professionnelle initiale des femmes.

Pour réaliser cette tâche, il faut aussi évaluer l'utilisation des ressources scientifiques et techniques de nos écoles, et les programmes de formation et de recyclage en emploi et de formation professionnelle. Ces programmes sont-ils complets ? Sont-ils offerts à des heures, dans des lieux et des conditions (y compris les services de garde) accessibles aux femmes ? Permettent-ils une sortie hors des ghettos ? Quelles femmes ont accès à ces cours : Les femmes de tous les groupes d'âge ou seulement les femmes plus jeunes ? A-t-on prévu des moments lors desquels les femmes peuvent verbaliser et échanger sur leurs réticences et leurs difficultés ?

On doit également s'interroger sur les attitudes des femmes et des filles face à la science, à la technologie et aux mathématiques et passer à l'action. Il faut examiner attentivement les services d'orientation

scolaire offerts aux filles (les oriente-t-on toujours vers les ghettos traditionnels ?) et développer des outils d'orientation non sexistes et pro-actifs. On pourra aussi étudier les effets positifs d'actions novatrices comme l'enseignement des sciences et des mathématiques aux filles dans des classes séparées, ou les cours non mixtes obligatoires d'introduction à la micro-informatique (Travail Canada, série B, no. 1). D'autre part, on pourra combattre **"l'anxiété des mathématiques"** en accroissant et en diffusant aux filles nos connaissances des grandes mathématiciennes qui ont vécu avant nous (Marie-Françoise Roy, dans "Les Cahiers de la femme"), en créant des jeux de carrières pour les femmes ou des cours d'études sur l'avenir, et en incitant les enseignantes à participer à des programmes de formation leur permettant d'utiliser les nouvelles technologies, cela en vue de créer des modèles.

Il faut aussi s'interroger (dans le but de les transformer) sur les attitudes des employeurs quant au travail des femmes, considéré semble-t-il comme de seconde zone. Dans le cas de la banque nationalisée de France dont nous avons parlé plus haut, le problème des femmes et de l'égalité des chances est systématiquement évoqué dans tous les séminaires de management (Laufer, 1982).

Par ailleurs, il est primordial d'organiser des campagnes **d'information et de sensibilisation.** À ce chapitre, on peut évoquer les besoins suivants :

- une meilleure promotion des divers programmes de formation;

- élaboration d'activités d'information à grande échelle sur les mauvaises perspectives d'emplois dans le travail de bureau et les conséquences actuelles des mauvais choix professionnels des filles;

- sensibilisation massive aux métiers de l'avenir et aux emplois non-traditionnels. On pense ici notamment à une campagne axée vers le grand public, de façon continue, pour promouvoir le débat; à la

production de matériel audio-visuel et de manuels de formation; à la mise sur pied de cours et d'activités d'animation, de sensibilisation et d'introduction à la micro-informatique pour les enfants, les adolescentes, les parents, des groupes mères-filles, des membres de groupes de femmes, les éducatrices et le public en général.

Il faut ainsi viser, notamment, les femmes qui n'occupent pas d'emplois rémunérés ou qui travaillent à temps partiel.

On insiste particulièrement, dans ce cas-ci, sur le soutien à offrir aux activités novatrices et aux programmes de formation, d'information et de sensibilisation tels qu'ils sont élaborés à l'intérieur des regroupements de femmes. À cet effet, un bottin détaillé des programmes de formation pour les femmes au Canada serait d'une utilité certaine.

Plusieurs mettent en évidence (voir à ce sujet Benston in les Cahiers de la femme) le fait qu'une formation technique ou une sensibilisation à la micro-informatique ne devrait jamais être conçue sans une formation sur le rôle de la technologie dans la société, sur son contrôle, sur sa production et sur ses enjeux. En bref, il faut aussi préparer des contenus socio-politiques qui permettent une compréhension plus globale des phénomènes en cours et qui doivent viser à aider les femmes à bien comprendre leur histoire (y compris leur rôle dans les sciences et les techniques) et les enjeux qui se présentent à elles et à articuler leurs propres stratégies. De plus, une étude de ce genre devrait contenir des éléments d'explication sur la nature des changements et les transformations de la nature du travail, le fonctionnement des appareils et les risques pour la santé.

Enfin, il faut s'attaquer aux "**questions morales**" soulevées par les nouvelles technologies, tout en diminuant la crainte de la technologie et en augmentant la confiance en soi et les connaissances utilisables sur le marché au travail.

Les tableaux 3 et 4 résument les principaux points qu'on retrouve à ce chapitre dans la littérature.

Tableau 3

Besoins de recherches et d'interventions - Aspects relatifs à la formation

- Création et évaluation de programmes d'introduction et de familiarisation à la micro-informatique pour les filles, aux niveaux primaire et secondaire, et pour les femmes adultes
- Élaboration et évaluation de programmes de formation initiale pour les secrétaires professionnelles
- Orientation des filles
- Formation scientifique et technique pour les filles
- Programmes d'intégration à des emplois non traditionnels qui ne deviendront pas rapidement désuets
- Formation d'enseignantes en vue de programmes spéciaux pour les filles et de programmes en technologie
- Formation de formatrices dans les entreprises et les groupes socio-culturels
- Conception de logiciels d'apprentissage adaptés aux femmes
- Répertoire des cours existants
- Subventions aux groupes en vue de l'élaboration de leurs propres cours
- Évaluation des programmes de formation et de recyclage dans les entreprises et création de programmes adaptés aux besoins en matière d'action positive

Tableau 4

Besoins de recherches et d'interventions - Aspects relatifs aux attitudes

- Étude des attitudes des gestionnaires face aux femmes
- Élaboration de modèles de sensibilisation des gestionnaires à la question des femmes
- Évaluation des besoins et intérêts des femmes et des filles (p. ex. explorer la question de la violence dans les jeux informatisés)
- Participation avec les fabricants à la création de programmes adaptés aux femmes
- Développement de modèles de sensibilisation pour les groupes et le grand public et de programmes pour comprendre et prendre part aux buts et objectifs des politiques relatives à la technologie
- Conduite de sondages auprès des groupes afin d'identifier si les femmes se sentent dépassées par la question des nouvelles technologies, et en quoi
- Développement de conférences, de cours et de sessions d'information à l'intention des groupes de femmes
- Évaluation du développement de programmes novateurs et appui à ce développement

3.3 Vie associative, stratégies et contrôle

Selon Valaskakis (GAMMA 1981), il existe trois volets possibles de l'étude de l'informatisation du travail : le volet diagnostique, le volet prévisionnel (futur probable) et le volet stratégique (futur désiré). Plusieurs recommandations que nous avons répertoriées peuvent ainsi être classées dans cette troisième catégorie, celle de l'axe stratégique. On vise, par ces recommandations, à trouver des moyens pour donner plus de contrôle et de pouvoir aux femmes (individuellement et collectivement) dans le processus d'informatisation. De telles stratégies appellent, outre des efforts de recherche, une volonté explicite de favoriser l'échange et la concertation, d'appuyer et de supporter les initiatives des groupes de femmes dans leurs efforts pour "s'approprier la nouvelle technologie". Cela implique une concertation des différents intervenants et pourrait s'effectuer, notamment, par une ouverture de plus en plus grande des services informatiques des universités aux groupes de femmes grâce aux "services à la collectivité".

Le besoin de **documenter** la question des femmes et des nouvelles technologies revient ainsi systématiquement. On voudrait voir se créer des **banques de données** mises à jour régulièrement :

- sur les micro-données des processus de changements (données selon les industries, les professions, le sexe et l'âge des travailleurs et travailleuses en cause, les machines, etc.) que pourrait consulter toute personne effectuant de la recherche et/ou de l'intervention (Marsden in CEC, nov. 84, p. 115);
- sur la documentation publiée sur le sujet;
- sur les femmes et les groupes préoccupés par la question (répertoire des femmes et de l'informatisation);
- sur les programmes de formation disponibles, etc.

Cette mise sur pied de banques permettrait d'éviter la répétition, de fournir à tous les groupes un accès rapide à l'information et aiderait à

l'élaboration de stratégies nationales. La mise en place de tels services exigerait, parallèlement, l'élaboration de moyens d'accès pour les groupes.

D'autre part, il faut reconnaître le rôle des OVEP (organismes volontaires d'éducation populaire) et des groupes en ce qui a trait à la sensibilisation et à la diffusion du savoir scientifique. Un appui devrait être accordé aux groupes pour qu'ils développent leurs propres cours. De plus, un programme d'aide à l'appropriation de l'informatique par les groupes se révèle aussi très important. L'informatisation dans les groupes peut servir, entre autres, à gérer les listes d'expédition, à constituer leurs propres banques de données, à analyser les demandes de documentation, d'information et de services reçus et enfin à améliorer leurs services de référence et leurs actions en plus de contribuer en même temps à la démystification de l'outil. On parle alors :

- de services conseils aux groupes dans leur processus d'informatisation;
- d'assistance financière à l'achat de matériels et logiciels;
- d'assistance à l'initiation et la formation à l'utilisation, dans les groupes;
- d'assistance financière pour l'accès aux réseaux télématiques et aux banques de données;
- d'aide à la recherche sur les impacts sociaux (Commission 4 des conférences socio-économiques sur la micro-informatique).

Il faudrait, aussi favoriser la participation des groupes de femmes au débat sur l'informatisation, en les aidant à comprendre l'élaboration des politiques relatives à la technologie et à y prendre part, à définir ce qu'elles veulent retirer de la technologie et à développer leurs propres projets. À cet effet, on ressent un besoin supplémentaire d'organisation de conférences, et de sessions d'information à l'intention des groupes, et on propose de mener un sondage auprès des femmes pour déterminer si elles se sentent dépassées, et par quoi (CCCSF, pp. 85-86).

Certains groupes suggèrent même de favoriser la création de réseaux internationaux de femmes qui permettraient d'accroître nos connaissances en matière de transferts internationaux de l'emploi, de développer des banques de données spécialisées sur certains aspects de l'informatisation, ainsi que d'échanger rapidement de l'information entre les chercheur-e-s et les groupes de différents pays.

Tableau 5

Besoins de recherches et d'interventions - Aspects relatifs à la vie associative et au pouvoir

- Création de banques de données spécialisées
- Création de réseaux de femmes et de groupes à l'échelle nationale et internationale
- Organisation de colloques et conférences
- Centralisation et échange d'informations - "Devenir riches en informations"

4. OPINIONS ET RECOMMANDATIONS DES PERSONNES RENCONTRÉES

Dans cette section, nous examinerons l'information recueillie lors des rencontres ou des entrevues téléphoniques. Ces personnes ont été sélectionnées en fonction de leur expérience, soit sur les transformations du travail ou la vie associative. Nous avons exploré avec elles, à ce sujet :

- les besoins généraux de recherche, d'intervention et d'appuis qu'elles ont identifiés au cours de leur travail;
- les besoins qu'elles ressentent dans leur propre action;
- les projets qu'elles voudraient voir se développer;
- le rôle que le CCRIT pourrait jouer; et
- leurs propres intérêts et apports quant à des collaborations éventuelles.

Ces interlocutrices nous ont indiqué ainsi leurs impressions quant aux besoins en ce qui concerne les aspects suivants:

4.1 La recherche

4.1.1 La recherche sur le travail

De façon répétée, les chercheures s'entendent pour dire que la recherche sur l'informatisation du travail dans le secteur tertiaire porte sur le travail des femmes, puisque ce sont elles qui occupent les postes informatisés. Cependant, elles ajoutent que cela n'est pas suffisant et qu'il faudra étudier plus particulièrement les différences d'impacts sur les hommes et les femmes, ainsi que les questions propres au travail des femmes (ghettoïsation, double journée de travail, besoin de contacts "à distance" avec les enfants, orientation professionnelle limitée, projets de carrière très courts, programmes nécessaires d'action positive, etc.).

Deux besoins de recherche semblent prioritaires pour les chercheures et les intervenantes. D'une part, partant du principe que l'implantation technologique se module selon les politiques de gestion, on ressent le besoin d'obtenir des connaissances concrètes, au moyen d'**études de cas** très détaillées. On suggère ainsi que soient menées des études sur le terrain d'une durée de quelques mois ou même de quelques années, s'effectuant si possible de concert avec les employées (ou leurs représentantes) et mettant l'accent sur **leur** point de vue (leur satisfaction, leurs désirs, leurs besoins et leurs insatisfactions quant à la formation, leur définition et leurs attentes quant à la qualité de vie au travail, et la réorganisation du travail, etc.). L'élément central de cette approche **"qualitative"** est donc l'écoute, et elle nécessite "des méthodologies d'implantation qui sont souples, qui peuvent se modifier en cours de route et peuvent modifier aussi la technologie" (Fernande Faulkner).

Toujours en ce qui concerne les études de cas, on a besoin d'analyses **"quantitatives"** des changements (variation de l'emploi, redéfinition des postes, mobilité, etc.), ainsi que d'études ergonomiques et d'observation de postes pour bien étudier les changements dans les contenus des tâches (augmentation et diminution de la charge mentale du travail, reconnaissance des qualifications, etc.). Ces études ergonomiques posent d'ailleurs des problèmes particuliers, puisqu'elles sont récentes chez nous. Nous ne possédons donc que peu de modèles d'analyse et peu de méthodologies appropriées. De plus, peu de personnes ont la formation et l'expérience nécessaire pour mener les études nécessaires. Il s'agit d'un problème que les organismes de recherche devraient tenter de résoudre, d'autant plus qu'il sagit d'une des approches les plus intéressantes pour étudier en détail la question des qualifications, problème très important pour la main-d'oeuvre féminine. Il serait d'ailleurs intéressant, à ce chapitre, qu'on mène des études longitudinales avant, pendant et après l'informatisation.

D'autre part, on constate un manque grave d'études globales quantitatives de type "macro" permettant de bien évaluer l'ampleur du phénomène et de bien identifier les secteurs critiques et les impacts spécifiques sur les femmes. Toutes les intervenantes désirant élaborer un programme de formation et toutes les chercheures qui amorcent une recherche ont besoin de ces données générales qui doivent tout au moins apporter une réponse aux questions suivantes, pour chacun des secteurs économiques du tertiaire : quels types d'outils sont employés ? Quel est le degré de pénétration de l'informatique ? Quels sont les postes touchés ? Quelles sont les nouvelles formes de gestion du temps et du travail (temps partiel, travail de nuit, appel à la sous-traitance, etc.)? Quelle est la relation entre l'investissement dans un secteur donné et les variations de l'emploi et de la productivité ?

Il ne s'agit pas là, précise-t-on, de refaire des revues de littérature mais bien de recueillir et de tenir à jour des données originales. On a besoin de bilans chiffrés ainsi que de données permettant d'identifier quelles entreprises pensent à s'informatiser, lesquelles n'y pensent pas et pourquoi ? C'est à une institution comme le CCRIT que devrait revenir la responsabilité d'un travail de cette envergure, peut-être en collaboration avec d'autres instances comme Statistique Canada ou Travail Canada.

Dans les recherches sur le travail, il faudrait notamment s'interroger sur :

- la variation de l'emploi et le chômage;
- la bipolarisation des emplois;
- la déqualification;
- la santé;
- l'effet des transformations du travail sur les femmes plus âgées et sur leur capacité de s'adapter;

- les effets sur le "middle-management" et particulièrement sur les femmes superviseures (augmentation du stress, nouvelles demandes, ressources allouées, etc.);
- la variété des tâches;
- la surveillance électronique;
- l'identification des tâches à améliorer par la technologie pour augmenter le plaisir et la créativité;
- les relations de travail et l'aspect "émotif";
- la façon dont les employées participent aux décisions;
- les politiques de formation en cours d'emploi, etc.

Quelques intervenantes ont indiqué, par ailleurs, qu'elles trouvaient la recherche un peu "éparpillée". Elles considèrent qu'il devient essentiel de laisser de côté les études trop "générales" et exploratoires pour plutôt sélectionner quelques variables-clés à examiner en profondeur, avec des échantillons scientifiques et représentatifs.

Si le CCRIT développait un programme de recherche sur les femmes, elles souhaiteraient ainsi qu'il fasse cet effort de "centration" et y incite ses collaboratrices et collaborateurs.

Plusieurs personnes ont parlé **des secteurs** ou **des populations** à étudier prioritairement. Ainsi, on estime que si les chercheur-e-s ont souvent traité de la question de la bureautique et du travail de dactylographie (traitement de textes), toute la transformation du travail de classification ainsi que du travail de saisie de données (caissières, commis aux comptes, à la facturation, à la clientèle, aux registres, comptables, etc.) mériterait beaucoup plus d'attention.

Aussi, on estime que l'état de la recherche est relativement plus avancé en ce qui concerne les bureaux par comparaison à celles qui sont menées dans les commerces (en gros et au détail), le secteur financier et tout

le secteur manufacturier et industriel, qui mériteraient plus d'attention. Finalement, on évalue que certaines populations sont négligées :

> "[...] la périphérie, à la fois la périphérie dans la main-d'oeuvre, la périphérie géographique et la périphérie économique." (Céline Saint-Pierre)

En effet, on estime d'une part que, dans des régions comme celles de Montréal ou de Toronto, il y a abondance de ressources et de chercheur-e-s, d'où un problème de dédoublement. Par contre, dans les régions périphériques ou dans les provinces comme les Maritimes, on disposerait de peu de moyens et de ressources. Un effort de recherche vers ces zones permettrait, entre autres, d'approfondir nos connaissances sur les impacts de la restructuration du travail et la mobilité géographique des entreprises.

On pourrait aussi mener des études comparatives entre différentes régions du Canada, analyser les différences et similitudes entre les femmes francophones et anglophones dans leur rapport à l'informatisation, étudier en même temps plusieurs succursales d'une même compagnie, etc.

De la même façon, on a tendance à n'étudier les impacts de l'informatisation que sur les travailleuses permanentes. Il faudrait maintenant mieux comprendre le processus global et se pencher sur des populations comme les travailleuses non syndiquées, à temps partiel, temporaires, dans des agences de placement, etc. On a besoin d'information sur le rapport et le statut des agricultrices face à l'informatisation de leurs entreprises familiales, ainsi que sur celui des femmes gestionnaires et entrepreneures. Toute la question des nouvelles formes de travail à domicile demeure aussi lamentablement inexplorée.

On peut aussi envisager des aspects plus "positifs" et même les expérimenter : comment peut-on utiliser ces technologies, qu'on soit gestionnaire ou secrétaire, pour améliorer son sort? Comment, par exemple, utiliser les machines de traitement de textes pour faire un pas de plus dans sa carrière, pour accéder à des promotions ? Quelles solutions

peut-on expérimenter pour contrer les effets négatifs sur les femmes ? Comment peut-on mettre en évidence les qualifications des nouveaux postes et les faire valoir ? En somme :

> "[...] aller jusqu'au bout de notre processus, ne pas simplement dire, ça fait ci, ça fait ça, ça détériore ceci, ça détériore cela. Il faut se demander qu'est-ce qu'on peut faire ?". (Jeannine David-McNeil)

Finalement, examinons certaines difficultés éprouvées par les chercheures. En premier, lieu, la recherche sur l'informatisation en semble encore à ses balbutiements relativement à la question des femmes. Des difficultés méthodologiques surgissent: Comment, par exemple, évaluer la différence d'impacts sur les hommes et les femmes quand ils et elles n'occupent pas les mêmes types de postes ? Quel cadre d'analyse peut-on élaborer pour bien tenir compte de **toutes** les caractéristiques propres au travail des femmes ? Ces questions, qui se retrouvent au coeur de tout projet portant sur les femmes, appellent beaucoup de réflexion et pourraient certes devenir des thématiques privilégiées pour des rencontres entre les femmes chercheures (et intervenantes) et pour des documents à diffuser aux chercheur-e-s.

Deuxièmement, et dans un autre ordre d'idées, certaines ont mentionné les difficultés d'"entrer" dans les entreprises pour mener des recherches de type social. Ce processus est long, et les entreprises sont souvent réticentes. De plus, plusieurs d'entre elles (surtout du côté des petites entreprises) négligent de conserver leurs données sur le travail (nombre de femmes employées, échelles salariales, etc.) au cours des ans, ce qui cause un handicap majeur à la recherche. On souhaiterait donc que le CCRIT apporte son aide à ce sujet.

4.1.2 Les autres secteurs de recherche et d'intervention

Nos répondantes ont, de façon systématique, déclaré que l'exploration des différences entre hommes et femmes quant à la question technologique est

priopritaire. Par exemple, on croit qu'il faut mettre des énergies à étudier :

- les attitudes des jeunes filles et des travailleuses;
- les différences d'approche des hommes et des femmes;
- les attitudes des entreprises quant au travail des femmes (chercher jusqu'à quel point elles sont prêtes à investir dans le recyclage, par exemple);
- la conception masculine et/ou sexiste de la technologie (logiciels, jeux vidéos, applications, etc.);
- le "décrochage" scientifique et technique des filles au secondaire, etc.

Ces différences, il ne faut pas simplement les étudier pour viser à les estomper, mais aussi pour voir comment on peut les mettre en évidence et développer des programmes qui soient plus stimulants pour les femmes.

Ainsi, on croit aussi essentiel de dépasser le seul cadre de la recherche pour aussi développer des modèles, des approches et des programmes pour les femmes.

> "Mon point de vue, mon point de départ, c'est que je pense qu'il y a des différences entre les femmes et les hommes. [...] Puis la technologie comme elle est maintenant, elle est très masculine. [...] dans les études que j'ai faites, ça a toujours ressorti que les femmes et les hommes étaient différents par rapport à la technologie. [...] Pourquoi, avec les nouveaux systèmes, ne pas essayer d'augmenter la diversité des choix, l'accessibilité, puis faire valoir différentes approches ?" (Fernande Faulkner)

Dans un autre ordre d'idées, toutes les **questions législatives** ont été évoquées. On parle d'abord de "tout l'aspect de la démocratie, le respect de la vie privée, la protection des libertés, [...] la criminalité informatique et la protection des citoyens là-dedans, la diffusion de l'information privée [...]" (Lise Lacroix). En bref, il y aurait une expertise à développer sur la protection des citoyens par rapport à leurs droits vis-à-vis de l'informatique.

Certaines répondantes ont aussi suggéré qu'on suive de près les législations sur la technologie chez nous et qu'on établisse des comparaisons avec d'autres pays. Les sociologues ne se considèrent pas aptes à mener de tels projets et suggèrent de demander plutôt la coopération d'avocates ou de spécialistes en sciences juridiques (comme le Groupe de recherche sur l'informatique et le droit de l'UQAM) ou de groupes comme la Ligue des droits et libertés.

Finalement, la nécessité d'élargir les cadres et les critères d'admissibilité aux programmes et subventions de recherche pour y inclure la recherche-action a aussi été évoquée. En d'autres mots, il faut se coordonner avec les femmes qui sont sur le terrain et rendre des fonds disponibles pour qu'elles puissent mener leur propres projets de recherche. Cette recommandation rejoint celle qui ressortait de la conférence organisée par le Conseil des Sciences du Canada au printemps dernier.

4.1.3 Quel rôle le CCRIT pourrait-il jouer au niveau de la recherche ?

Comme nous l'avons déjà indiqué dans cette section, si le CCRIT veut développer ses propres projets, les chercheures suggèrent qu'on s'assure tout d'abord que **tous les projets** de recherche et d'études d'informatisation comportent un volet d'analyse d'impacts sur les femmes ainsi qu'un volet d'action positive et d'accès à l'égalité. De plus, on suggère de se pencher sur des dossiers peu explorés :

- études complémentaires en régions et auprès des populations "périphériques";
- études longitudinales, analyses ergonomiques et "qualitatives";
- mise à jour d'informations "globales" par secteurs, par professions, etc.;
- développement d'approches et de méthodologies d'implantation tenant compte des besoins des femmes;
- examen de secteurs comme l'agriculture et les commerces.

Par ailleurs, le CCRIT pourrait jouer un rôle dynamique dans l'élaboration d'une **problématique des femmes** en suscitant des rencontres, en commandant des recherches pour élaborer un cadre d'analyse et en préparant du matériel à diffuser. Ce cadre pourrait aussi servir à articuler des recherches sur les attitudes et l'évaluation de la technologie.

Finalement, pour aider dans la question du **lien entre chercheur-e-s et entreprises**, le CCRIT pourrait jouer un rôle de coordination entre le milieu de la recherche et les entreprises. Le CCRIT pourrait ainsi cautionner certains projets, faire une campagne auprès des entreprises pour expliquer la nécessité et les avantages de la recherche "sociale" et même, à cet effet, leur préparer des synthèses de bonnes recherches déjà menées ainsi que des protocoles-types qui peuvent être signés par les deux parties. Le CCRIT pourrait, de plus, demander aux entreprises de conserver leurs données sur le travail (données qui sont essentielles aux chercheur-e-s) et inviter les chercheur-e-s à diffuser leurs résultats. Il pourrait, de plus, favoriser activement **l'échange d'informations et la coordination** entre les chercheur-e-s de différentes régions du Canada. Plusieurs répondantes ont fait état de ce besoin d'échanges et aussi de rencontres. On connaît en effet très peu ce qui se fait dans d'autres régions du Canada et, par conséquent, on manque d'informations dans son propre domaine.

Ces rencontres, on n'a pas le temps de les organiser soi-même et on trouve qu'un centre comme le CCRIT serait le lieu idéal pour une telle coordination à l'échelle nationale. Les rencontres permettraient d'éviter le dédoublement du travail, de se "répartir" les terrains, d'identifier les lacunes, de partager de l'information et d'élaborer des projets communs. La plupart des femmes ont exprimé le souhait qu'on intervienne pour permettre aux femmes de différents milieux (recherche, formation, intervention, groupes, organisations syndicales, gouvernements, etc.) et non seulement aux chercheur-e-s entre elles, de se rencontrer et d'échanger afin d'arriver plus rapidement à des actions concrètes. On pourrait aussi tenir à jour une liste des projets en cours.

Le besoin d'échange d'information dépasse, et de loin, ce seul cadre. Les femmes aimeraient que le CCRIT maintienne existants et actifs des réseaux qui traversent nos frontières. Elles se plaignent du peu d'information qu'on a sur les groupes et les chercheur-e-s des États-Unis, sur le peu d'accès qu'on a à leurs publications et à leurs résultats de recherche. Le même problème se pose du côté européen où, pourtant, on pourrait tirer de nombreux enseignements (notamment au Danemark et en Norvège) sur les législations du travail et les accords d'entreprises avec l'État.

Si le CCRIT voulait assurer ce service, il pourrait s'abonner à diverses revues ainsi qu'à des banques de données pertinentes (sur la santé au travail, par exemple), il pourrait amorcer des contacts avec différents groupes ici et ailleurs, couvrir des conférences aux États-Unis et élaborer des protocoles d'échanges d'informations. Il pourrait agir, ni plus ni moins, comme centre de documentation spécialisé sur la question des femmes et de l'informatisation où les chercheur-e-s pourraient venir travailler. Il pourrait, de plus, s'assurer de la rediffusion de ces données, grâce à un bulletin d'information, par exemple. Cette recommandation correspond d'ailleurs à ce qui a déjà été élaboré à l'étranger dans des groupes de recherche et d'intervention et proposé dans des rencontres au Canada (CSC, 1985).

Finalement, il semblerait prioritaire que le CCRIT, au chapitre de la recherche, maintienne ses liens avec les groupes de femmes et les intervenantes et envisage la possibilité de la recherche- action.

4.2 La formation

Devant la question des besoins actuels dans la problématique des femmes et de l'informatisation, la plupart des intervenantes ont évoqué la question de la formation. Elles ont repris essentiellement ce que nous avons déjà exposé dans la revue de littérature : si on ne se préoccupe pas de la formation à tous les niveaux (recyclage, formation en emploi et formation continue, éducation au primaire et au secondaire, mesures d'accès à

l'égalité, accès aux métiers non traditionnels et à la formation professionnelle), les femmes vont manquer le bateau de la technologie.

De dire Danielle Hébert de la CSN, il faut agir de deux façons : 1) mettre sur pied des programmes de formation et d'orientation; 2) évaluer ce qui se fait déjà à différents niveaux.

Il semble que les demandes de sessions de formation et d'information soient de plus en plus nombreuses, en milieu de travail ainsi que dans les groupes et la population en général, et les intervenantes arrivent à la conclusion suivante : on n'est pas formée une fois pour toutes puisque les changements continuent. Certaines intervenantes estiment donc qu'elles auraient besoin de plus de budgets de formation, alors que les subventions des ministères sont surtout accordées à la recherche (Danielle Hébert, Ruth Selwyn, Susan McCrae Van der Voet et Mona Forest). Ces budgets permettraient d'offrir des sessions à plus de femmes, de mieux les annoncer, de les mettre en marché, de préciser et de raffiner davantage les contenus, de les adapter et les diffuser à différentes populations de différents secteurs, d'évaluer les cours et le matériel pédagogique, etc.

Finalement, la plupart des répondantes ont critiqué les programmes de formation et de sensibilisation actuellement offerts par les institutions d'enseignement et les gouvernements. On leur reproche :

- de ne pas assez mettre l'accent sur la problématique des femmes;
- de ne pas analyser les impacts humains et sociaux;
- d'être mixtes, ce qui perpétue la non-confiance des femmes;
- d'être inaccessibles;
- des attentes de quelques années dans la formation professionnelle. Plus fondamentalement, on considère qu'ils ne représentent pas une solution valable pour les femmes.

On croit qu'il sera plus efficace de rejoindre les femmes dans les lieux qu'elles sont habituées de fréquenter et où elles se sentent à l'aise. Il

sera également plus efficace de miser sur l'expertise déjà développée dans certains groupes et d'encourager des projets bien implantés dans les milieux et qui offrent une perspective intégrant à la fois l'aspect technique et la compréhension des enjeux.

Par conséquent, on ressent un grand besoin de formation de formatrices qui diffuseront ces programmes en régions. Un bon programme de formation en bureautique pour les femmes est également nécessaire. On suggère même l'ouverture d'une école spécialisée au sein même d'un organisme pour femmes (Ruth Selwyn). On suggère aussi de traduire des documents spécialisés dans "l'alphabétisation informatique" ("computer literacy") pour femmes, de voir à la production de guides de consommateurs sur les différents cours offerts, ainsi qu'à la production de trousses d'information et de formation spécialisées pour les femmes. Dans les régions éloignées (Territoires du Nord-Ouest, Yukon, etc.), on pourrait se servir des nouvelles technologies pour répondre aux besoins des femmes en matières d'éducation à distance (Susan McCrae Van der Voet).

4.3 Vie associative - Les groupes de femmes

Une première remarque émane de nos rencontres: si certains groupes de femmes ont identifié très précisément leurs besoins et les projets qu'elles voudraient mener, plusieurs autres, par contre, ne se sont pas "appropriées" la problématique des nouvelles technologies. Est-ce à cause d'un manque d'intérêt ou d'information, ou parce que d'autres dossiers sont prioritaires ? Nous ne nous risquerons pas à nous prononcer sur les causes de cette absence mais nous limiterons à affirmer qu'il s'agirait là d'une analyse importante à effectuer.

Étant donné l'importance de cette question sur la vie des femmes, de l'avis de plusieurs intervenantes (Louise Fortin, Ruth Selwyn, Céline Saint-Pierre, Denyse Rochon), il s'agit d'une problématique à laquelle le CCRIT pourrait s'attaquer prioritairement. Il faudrait non pas seulement

adopter une position d'analyse mais aborder la question de façon "pro-active", rechercher les moyens pour apprivoiser les femmes à utiliser une machine, favoriser un climat de questionnement, d'échange et d'action dans les groupes les plus divers (femmes au foyer, agricultrices, femmes des régions périphériques, etc.) et offrir un support actif et continuel pour favoriser la participation des femmes à des commissions parlementaires, pour les aider à siéger au sein de conseils d'administration de centres de recherches ou encore aux sommets socio-économiques régionaux, bref pour qu'elles puissent exercer un pouvoir et faire preuve de vigilance (Louise Fortin).

Pour ce faire, plusieurs moyens sont suggérés :

- monter sur la question des dossiers d'information accessibles en démontrant en quoi elle est importante pour les groupes;
- coopérer à des cours, sessions d'information, journées d'études, colloques;
- faire circuler l'information entre les groupes et les chercheur-e-s;
- préparer du matériel pédagogique et d'informations (diaporamas, outils d'intervention, brochures, etc.);
- contribuer à l'achat de matériel.

Ce dernier point est celui sur lequel on voudrait insister ici. En effet, tous les programmes de subventions au fédéral et au provincial excluent l'achat de matériel, sauf dans certains programmes d'aide aux entreprises. Or, beaucoup de raisons militent en faveur d'un changement d'attitudes. D'abord, les groupes de femmes ne sont pas admissibles à ces programmes puisqu'ils sont des organismes à but non lucratif. Pourtant, bon nombre de ces groupes et centres créent de l'emploi au même titre que bien des petites entreprises.

Ensuite, il faut reconnaître qu'une des meilleures façons de se sensibiliser à un appareil est de l'intégrer à un environnement quotidien. Le fait d'outiller les groupes avec de tels équipements ne peut qu'entraîner

un accroissement de la connaissance et diminuer l'appréhension, surtout dans des populations qui autrement n'ont pas de contacts avec la technologie (femmes au foyer, plus âgées, etc.).

Finalement, plusieurs groupes à but non lucratif ont déjà bien identifié leurs besoins en cette matière dans des projets novateurs (création de banques de données, de réseaux, organisations de cours, etc.), mais n'auraient jamais les moyens de s'équiper, perpétuant par là-même la distance des femmes par rapport à la technologie. Par contre, le fait d'installer de l'équipement dans certains groupes-clés ne pourrait que donner l'exemple et rayonner sur d'autres groupes.

Plusieurs projets (ou idées à préciser ultérieurement) ont été avancés par les répondantes (certains seront d'ailleurs soumis au CCRIT sous peu).

Le Centre des femmes de Montréal, par exemple, a développé un cours pour la clientèle défavorisée des femmes qu'il dessert déjà. De plus, le Centre a déjà fait une analyse de ses besoins en informatisation de sa banque d'informations et de sa gestion (voir les détails en page 16). Le Centre aurait maintenant besoin de collaboration pour l'achat d'équipement, le lancement des activités et leur évaluation, ainsi que d'un appui du gouvernement à son projet pilote afin d'établir des contacts avec les fabricants. Un même besoin d'équipement a été manifesté du côté du groupe Travail non-traditionnel (TNT) qui offre aussi à sa clientèle (des femmes qui réintègrent le marché du travail) des ateliers de manipulation micro-informatique.

Relais-Femmes de Montréal a, pour sa part, mené une recherche considérable sur la question des femmes. Ses membres voudraient maintenant produire une série de brochures à distribuer aux groupes de femmes. En outre, de concert avec la FFQ, Relais-Femmes voudrait maximiser le matériel informatique déjà à leur disposition commune.

Relais-Femmes a besoin d'avoir accès à des spécialistes, d'acheter des logiciels (entre autres pour tenir une liste de membres à jour), éventuellement d'informatiser son centre de documentation et explorer la possibilité de se joindre à des réseaux de groupes de femmes.

Au **YWCA**, le **Centre de gestion pour femmes** offre depuis quelques années un cours de sensibilisation à la micro-informatique. On aurait besoin maintenant de plus d'équipements pour des ateliers de manipulation. Et si on disposait de budgets plus importants, on pourrait varier les clientèles (offrir les cours à des femmes plus jeunes, à des groupes mères-filles, etc.).

De plus, Ruth Selwyn projette d'organiser des rencontres pour les groupes de femmes avec une spécialiste américaine en formation en informatique pour les femmes. Elle aimerait, en outre, développer avec elle un programme de formation de formatrices en régions, en collaboration avec différents groupes de femmes (la FFQ, par exemple), afin de diffuser leur cours de démystification de l'ordinateur.

Ruth Selwyn nous a aussi remis un texte décrivant un programme de formation monté et donné cette année par le YWCA de Halifax pour des femmes à la recherche d'un emploi. L'évaluation en est très positive, et ce programme pourrait servir à l'élaboration de programmes du genre dans d'autres régions, notamment pour monter une école semblable à Montréal, projet que le Centre de gestion serait prêt à marrainer.

La question de sensibilisation, d'éducation et de diffusion est aussi au coeur des préoccupations du **CCPEF** (voir page 17). Le CCPEF a déjà des projets concrets de développement d'outils pédagogiques spécialement conçus pour les femmes. Les membres du CCPEF étant toutes des femmes spécialisées en éducation et provenant de toutes les régions du Canada, le CCPEF estime qu'elles ont toute l'expertise nécessaire pour piloter ou collaborer à de tels projets ou y collaborer. Elles sont aussi très intéressées à travailler à la formation dans les groupes et à des projets d'éducation à distance pour les femmes.

Finalement, des idées plus générales à développer ont été formulées. On aimerait faire partie de **réseaux** :

> "Ce qui serait intéressant, ce serait vraiment un réseau de groupes de femmes. Pas seulement à travers le Québec, mais à travers le Canada pour qu'on puisse aller chercher l'information quand on veut le faire, plutôt que de stocker chacune notre information. [...] on pourrait s'informatiser avec le CSF, le CCCSF, puis les universités en fait de recherche féministe"
> (Denyse Rochon)

On pourrait penser notamment à un projet pilote organisé grâce à plusieurs terminaux régionaux auxquels les 1 500 groupes de femmes du Québec pourraient avoir accès gratuitement, par exemple. Cette proposition de miser sur l'organisation régionale irait d'ailleurs dans le même sens que les conclusions d'une recherche menée pour le compte de l'ICEA l'année dernière auprès des groupes populaires du Québec (voir à ce sujet Dumas, Lizotte et Tremblay, Pratiques et besoins d'information. Enquête sur l'opportunité d'un réseau populaire d'information, UQAM et ICEA, août 1985).

Ce réseau pourrait s'accompagner d'une **banque de données** à laquelle on pourrait puiser lorsqu'on doit rédiger un document ou préparer une présentation. En effet, les banques documentaires existantes sont, pour la grande majorité, américaines et sont spécialisées surtout dans des questions économiques. Les informations canadiennes sur les femmes et dans les deux langues sont donc peu accessibles. Une banque de données pourrait aussi centraliser les informations rassemblées (et dédoublées) dans tous les centres de documentation, d'information et de références pour femmes. On a aussi manifesté beaucoup d'intérêt, tant chez les chercheures que dans les groupes, pour des **banques de personnes-ressources** auxquelles on peut s'adresser lorsqu'on organise des colloques ou des sessions de formation en région ou lorsqu'on cherche des collaboratrices pour mener des recherches, par exemple.

Mais pour réaliser tout cela, il faudrait des **études de faisabilité et de besoins** qui reviendraient, d'après les répondantes, à un institut

d'envergure nationale comme le CCRIT. Le CCRIT pourrait aussi se charger en partie d'évaluations des besoins d'informatisation, y compris des mesures d'impacts sur l'emploi dans les groupes, menées par des chercheur-e-s spécialisé-e-s dans les questions communautaires. Ces recherches pourraient notamment, servir à aider d'autres groupes qui désirent s'informatiser.

4.4 L'information

En dernier lieu, la question de l'échange et de la diffusion d'information revient systématiquement. On a déjà mentionné plus haut ce besoin dans la pratique des intervenantes et des chercheures. Il faudrait ajouter ici l'intérêt qu'elles portent à la diffusion à un public plus large: campagnes de publicité et d'information auprès du grand public, visant à élargir le questionnement et l'intérêt des personnes déjà concernées à toutes les femmes, spécialement à celles qui sont isolées et qu'on a de la difficulté à rejoindre. On voudrait ainsi s'assurer que les outils de problématisation et de réflexion rejoignent les personnes qui en ont le plus besoin (Céline Saint-Pierre).

Il faudrait aussi mener des campagnes de sensibilisation "positive", visant à offrir un pendant à la diffusion d'informations négatives et à la propagation d'un climat de type "alarmiste" (Jeannine David-McNeil). On devrait ainsi tenter de diffuser les résultats positifs de certaines recherches et faire valoir les avantages que les femmes trouvent à la nouvelle technologie et les moyens pour accentuer ces avantages. On voudrait, de ce fait, amener les femmes à être actives face à la technologie plutôt que de "subir le virage".

Ces campagnes peuvent se faire par les voies traditionnelles (publications, médias, conférences, émissions diffusées sur le câble, demi-journées d'information auprès des groupes de femmes, etc.).

On peut aussi développer des approches novatrices de diffusion technologique auprès d'un grand public. Sur le modèle de certains ateliers de

sensibilisation en France et en Suède, par exemple, on peut voir à la concertation d'agents en régions pour favoriser l'implantation d'ateliers communautaires locaux (Lise Lacroix, Louise Fortin). On peut aussi, de concert avec les commissions scolaires, par exemple, organiser des "cliniques mobiles" (Louise Fortin, Ruth Selwyn) faisant circuler dans les groupes et les centres de femmes des appareils, autrement sous-utilisés dans les écoles.

Finalement, la diffusion d'information devrait atteindre un autre "agent" social: le gouvernement. On souhaiterait ainsi que les résultats de toutes ces activités autour de la question des femmes aillent alimenter les différents ministères et organismes publics et parapublics. En d'autres mots, on souhaiterait que le CCRIT joue un rôle consultatif (comme le fait, par exemple, le Conseil du statut de la femme), pour "qu'il y ait des rebondissements de ces réflexions auprès des différents ministères concernés et que ça puisse intervenir dans tout le processus de prise de décision" (Céline Saint-Pierre).

4.5 Collaborations possibles

La plupart des répondantes ont donné un accueil enthousiaste au présent projet et manifesté le désir de recevoir copie du rapport et d'en connaître les suites. Elles ont, en outre, été ouvertes à des collaborations avec le CCRIT. Les chercheures sont, entre autres, prêtes à fournir des résultats de recherche, à échanger de l'information et à participer à des comités sur des thématiques spécifiques afin d'établir des priorités et éviter les dédoublements.

Certaines chercheures aimeraient voir se développer des projets conjoints. Avec plus de ressources, elles pourraient certes mener leurs recherches à terme, faire avancer des dossiers et arriver à des résultats concluants plus rapidement. Les recherches ne seraient plus partielles (Jeannine David-McNeil et Dina Lavoie).

Le besoin de coordonner les activités entre les institutions et même d'arriver à des ententes interdépartementales, intergouvernementales ou interministérielles a aussi été exprimé tant au Québec (CSN, CSF, MEST) qu'à Ottawa (Travail Canada, ministère des Communications).

Pour les projets proposés (voir section 4.3), les groupes rencontrés peuvent aussi déjà offrir des apports tangibles : collaboration déjà établie avec les milieux universitaires; expertise parmi les membres; travail des bénévoles; contacts chez les fournisseurs d'équipements; etc. De plus, le service Consult-action du Conseil du statut de la femme a des animatrices dans toutes les régions du Québec qui gardent un lien avec les groupes. C'est un réseau institutionnel auquel on pourrait faire appel pour distribuer ou recueillir de l'information.

Il resterait, il va de soi, à déterminer des juridictions, à clarifier des mandats, à préciser les demandes et à concrétiser des accords, les répondantes ne pouvant engager officiellement leurs organisations. Mais tout cela pourrait être envisagé dans un avenir rapproché.

CONCLUSION

Le tour d'horizon que nous venons d'effectuer sur la question des femmes et de la technologie est très vaste. C'est à dessein que nous l'avons présenté ainsi dans le but de pouvoir nourrir la réflexion à plusieurs niveaux et pour différent-e-s intervenant-e-s. Cependant, dans la mesure où le CCRIT veut examiner sérieusement la possibilité d'intervenir sur la question spécifique des femmes et de l'informatisation, nous devons tirer ici des conclusions générales et présenter des recommandations plus spécifiques.

D'abord, l'enthousiasme certain que la présente démarche a suscité chez les femmes que nous avons rencontrées et le désir qu'elles ont exprimé de connaître les suites qui y seront données au sein du CCRIT, nous amènent à une première recommandation :

> **Que le Centre diffuse le présent rapport aux personnes rencontrées et qu'il en produise un document de travail pouvant servir d'instrument de réflexion dans les groupes et institutions préoccupés par la question. Que le CCRIT étudie aussi la possibilité d'effectuer un retour sur cette démarche avec les personnes rencontrées.**

Ensuite, il ressort de nos lectures et des entrevues qu'on peut s'attaquer à la problématique des femmes de deux façons principales.

1) En intégrant systématiquement la question spécifique des impacts des nouvelles technologies sur les femmes aux recherches plus générales sur le sujet. En effet, comme nous l'avons vu en première partie, les recherches sur les impacts des nouvelles technologies ainsi que les chercheur-e-s et institutions s'y consacrant sont de plus en plus nombreuses depuis le début des années quatre-vingts.

   On se trouve pourtant devant un fossé. D'un côté, on rencontre systématiquement dans la littérature prospective la conclusion à l'effet que les emplois des femmes seront particulièrement touchés par les nouvelles technologies et, donc, que l'on devrait s'attaquer de façon

urgente à cet aspect et voir à minimiser les effets négatifs. De l'autre côté, on assiste à une prolifération de recherches empiriques qui semblent se préoccuper rarement de mesurer les impacts spécifiques sur les femmes, si ce n'est de façon marginale et secondaire.

C'est une lacune qu'il nous semble important de signaler et qui appelle un effort d'intégration de différents champs d'analyse (le couplage d'analyses de productivité et d'impacts sociaux et organisationnels, par exemple). Par conséquent, nous recommandons :

> **Que le Centre exerce un leadership en ce domaine en voyant à ce que la question des femmes soit posée de façon précise dans ses recherches sur les impacts des nouvelles technologies sur les organisations ainsi que dans les modèles d'implantation développés. Le CCRIT peut aussi inviter ses collaborateurs à s'intéresser à de telles questions.**

Comme nous l'avons indiqué au chapitre 4, l'effort de recherche sur la question spécifique des impacts sur les femmes implique, entre autres, qu'on doive encore développer des modèles d'analyse adéquats, posant à la fois la problématique des femmes et du travail et celle de l'informatisation.

Ce rôle, le CCRIT pourrait le jouer à l'échelle nationale, en vertu de son statut de Centre canadien spécialisé. Il pourrait ainsi inciter et guider les chercheur-e-s dans cette démarche, notamment en encourageant et en nourrissant cette réflexion, en contribuant à la rédaction et à la diffusion de documents sur cette question, en organisant des rencontres et des séminaires, en favorisant l'échange et la circulation d'informations entre les chercheur-e-s de différents milieux, en développant des modèles d'implantation qui tiennent compte de cette double problématique, etc.

2) Parallèlement à cette action plus vaste, il semble pertinent de conclure de nos lectures et de nos rencontres qu'on ressent le besoin de

se doter d'un programme spécifique sur la question des femmes et de l'informatisation au Canada.

Puisque les besoins des femmes en cette matière sont très vastes et touchent à plusieurs secteurs, un tel projet devrait dépasser le seul cadre de la recherche et pourrait aussi inclure dans sa programmation des activités d'information, de formation, de création d'outils (logiciels et documents écrits et audio-visuels) et de concertation. Ces activités se feraient, conformément à la vocation du Centre, en collaboration avec des organismes extérieurs (universités, entreprises, groupes). De l'avis de plusieurs intervenantes, le CCRIT constituerait, encore une fois, le lieu idéal pour assurer un tel leadership à l'échelle pancanadienne. Par conséquent, nous recommandons :

> **Que le Centre étudie les modalités pour mettre en oeuvre un programme de recherche et d'intervention spécifique à la question des femmes et de l'informatisation.**

Un tel projet supposerait entre autres (mais non exclusivement) :

- une collaboration avec d'autres organismes de recherche afin de recueillir et de tenir à jour des données générales, sur la situation relative des femmes, sur les variations de l'emploi et des professions, sur les secteurs d'investissement, etc;

- une collaboration avec des chercheures à des études de cas dans des domaines cruciaux (régions périphériques, emplois précaires) ou dans des secteurs peu explorés (bibliothèques, administrations municipales, commerces de détail, services sociaux et de santé);

- la création de banques de données spécialisées sur les femmes et accessibles aux groupes et aux chercheur-e-s (banques bibliographiques, listes de personnes-ressources, inventaire de projets en cours, données statistiques sur le travail, etc.). Le Centre pourrait aussi agir comme centre de documentation accessible aux

femmes (abonnement à des revues, couverture de conférences dans d'autres pays, etc.);

- une collaboration avec les groupes de femmes ayant une expertise dans le domaine de la formation et de l'intervention, en vue d'élaborer des programmes et du matériel pédagogique pouvant être distribués de façon massive aux groupes de base; une collaboration avec les groupes pourrait aussi prendre la forme de projets- pilotes pour expérimenter l'informatisation des fonctions administratives et des activités d'information dans les groupes à but non lucratif et pour mesurer les impacts d'une telle démarche;

- la mise en oeuvre d'un plan global de communications, y compris l'éventualité d'un réseau entre chercheur-e-s, groupes et intervenant-e-s du Canada, et leur mise en relation avec des réseaux et des intervenant-e-s d'outre-frontières.

Comme nous l'avons constaté dans cette recherche, plusieurs groupes de femmes ne se sont pas "approprié" encore la problématique des nouvelles technologies et manquent d'informations pouvant les aider à aborder la question. Il serait donc important de les appuyer par une démarche d'information sur les enjeux qui se posent aux femmes. De plus, parce que les femmes qui auront à faire face aux changements technologiques sont souvent isolées et difficiles à rejoindre, un plan de communication devrait aussi comprendre un volet de diffusion, à un public plus large, des informations circulant déjà entre les personnes concernées (campagnes d'information, production de brochures, organisation de séminaires dans les groupes de femmes en régions, d'un "computer-wagon", etc.). Cette question de la **diffusion d'informations** se retrouve au coeur des besoins identifiés par les répondantes.

En résumé, nous croyons qu'il y a lieu d'examiner sérieusement la possibilité de mettre sur pied au sein du Centre canadien de recherche sur

l'informatisation du travail un programme polyvalent spécialisé sur la question des femmes. C'est du moins le sens des remarques de plusieurs intervenantes qui souhaitent une telle coordination des efforts de toutes et un lieu de ressourcement et de références.

Comme nous l'avons constaté dans le présent projet, il existe déjà des ressources et des possibilités de collaboration réelles. Il resterait, si le CCRIT veut emprunter une telle voie, à établir des projets concrets avec les organismes qui se sont montrés intéressés par des collaborations (voir à cet effet le chapitre 4).

En même temps, il faudrait voir à poursuivre la cueillette de données sur les projets et ressources dans d'autres régions du pays et à étudier de nouvelles possibilités de collaboration et d'échange. Nous pensons ici notamment aux régions des Maritimes, de Toronto et de Vancouver, où cette recherche préliminaire a trouvé des bassins plus importants de ressources qui pourraient être sollicitées et mobilisées.

En somme, nous croyons, à la suite de cette recherche préliminaire, pouvoir affirmer sans nous tromper qu'il existe au Canada des ressources, des compétences et des possibilités réelles de collaboration sur la question des femmes. Nous croyons aussi qu'il y a place pour un programme qui exercerait un leadership et supposerait une collaboration étroite avec ces ressources diverses.

Si le CCRIT voulait assumer un tel rôle, on pourrait affirmer que cette initiative permettrait de s'attaquer avec dynamisme, imagination et de façon pro-active au problème important qui touche les femmes canadiennes: celui de l'informatisation.

GRILLE D'ENTREVUE

1- **Données d'identification**

- Nom de la répondante
- Organisme
- Lien avec la problématique "femmes et informatisation"
- Réalisations antérieures dans le domaine : dans quel cadre et en collaboration avec qui

2- **Projets actuels et futurs**

- Types : recherche; documentation; intervention; etc.

  Si recherches : Méthodologie, domaines d'application, échéanciers, etc.

- Buts et objectifs : comment cela s'inscrit dans la démarche et le cadre général de leur organisme, en quoi cela leur sera utile
- Ressources mobilisées : financières, humaines, etc.
- Collaborations externes
- Échéanciers
- Pourquoi ont-elles choisi ce projet parmi les options possibles
- S'il n'y a pas de projets actuels, pourquoi ?

3- **Évaluation des besoins**

- Évaluation de leurs démarches antérieures et actuelles : besoins auxquels elles répondent, besoins à combler, difficultés rencontrées, etc.

- De façon générale, leur perception du monde de l'informatisation et des femmes, ce qu'il y a à faire concrètement et prioritairement en cette matière : besoins de connaissances, d'outils, d'intervention, de modèles, etc.

- De façon spécifique, quels sont leurs besoins à elles dans leurs démarches (recherche, outils, collaborations, etc.) :

  . de façon immédiate
  . dans les projets à moyenne et longue échéance

- Si elles avaient toutes les ressources nécessaires, que feraient-elles en priorité et pour quelles raisons : études de cas, production de documents, recherche-action, domaines du travail, de la vie associative, de l'éducation, etc.

4- Attitudes et positions quant à des collaborations avec le CCRIT

- Description des possibilités du CCRIT

- Quels programmes trouveraient-elles utiles que le CCRIT développe

- Intérêts communs qu'elles retrouvent dans la démarche du CCRIT

Modalités de collaboration

- Rôle qu'elles verraient jouer par le CCRIT dans des projets communs éventuels et nature de ces projets

- Rôle que leur organisme serait prêt à jouer : leurs investissements, ce qu'elles ont à offrir au CCRIT

NOTE

* Des documents supplémentaires peuvent être consultés au CCRIT.

** On peut consulter au CCRIT d'autres documents sur ce sujet, y compris la description de programme de formation de douze mois élaboré par le Young Women's Christian Association.

BIBLIOGRAPHIE SELECTIVE

Association canadienne-française pour l'avancement des sciences (ACFAS). Interface. La revue des chercheurs. Montréal. Vol. 6 no 4. (Juillet-Août 1985), 141 p. Incluant le Bottin des Chercheurs et "Les pages jaunes de la recherche".

Canada. Ministère des Communications. Programme de la bureautique. Aperçu de la bibliographie. Systèmes bureautiques. Modèles et méthodologies. Juin 1982. Sans pagination.

Canada. Ministère des Communications. Programme de la bureautique. Office Automation. An Annoted Bibliography. Préparé par Jean Reavley et Thomas E. Clarke. Stargate Consultants Limited. Ottawa: Ministère des Communications. Juillet 1983. 184 p.

Canada. Ministère des Communications. Programme de la bureautique. Office Automation. Selected Bibliographical Resources and Abstracts. Ottawa: Ministère des Communications. Août 1984. Sans pagination.

Canada. Travail Canada. Bibliothèque. Changement technologique et l'emploi. Une bibliographie choisie. Livres et articles. 27-2-85. 17 p.

Canada. Travail Canada. Bureau de la main-d'oeuvre féminine. Changement technologique et progrès. Bibliographie sélective. 12-7-84. 17 p.

DOUCET, Ronald. Bibliographie annotée. Québec: Ministère de l'Industrie et du Commerce. Mars 1984.

DOUCET, Ronald. La documentation disponible sur le phénomène de l'informatisation. Québec: Ministère de l'Industrie et du Commerce. Mars 1984.

DUFOUR, Marie et Martin BLAIS. Répertoire des centres de recherche et de développement oeuvrant en télécommunications ou en informatique. Québec: Ministère des Communications du Québec. Direction de la recherche. Août 1984. 142 p.

GALLINA, Paul L. Terminaux à écran de visualisatio: bibliographie et notes sélectives sur l'hygiène et la sécurité au travail. Hamilton, Ontario: Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail. 1983. 73 p.

JULIEN, Pierre-André et Jean-Claude THIBODEAU. Impact de la micro-électronique sur l'emploi: bibliographie récente commentée. Trois-Rivières: UQTR, Laboratoire en économie et gestion des systèmes de petites dimensions. Département d'administration et d'économie. 1983. 73 p.

MCKAY, Margaret. Social Sciences and Humanities Research Council of Canada. Women in the Labour Force with an Emphasis on the Clerical and Service Occupations: A selectec bibliography. Ottawa: CRSH. 1982. 59 p.

Ontario. Ministry of Labour. Library. Technological change and Employment in Canada: A selected bibliography. Labour Topics. Vol. 7 no 4. Avril 1984. 4 p.

Ontario. Ministry of Labour. Women, Microelectronics and Employment: A selected bibliography. Compilted by John Ford and Alan V. Miller. Toronto: Ontario Ministry of Labour. 1981.

BIBLIOGRAPHIE

Alliance de la fonction publique du Canada. Négociation collective. Les écrans cathodiques (TEC) et notre santé. Ottawa. 1982. 28 p.

Association de la recherche en communication du Québec. Actes du Congrès. Face à la nouvelle technologie. Université de Montréal. Avril 1983. 214 p.

ATTENBOROUGH, Susan. Microtechnology. Ottawa: Syndicat national de la fonction publique provinciale. 1982. 54 p.

AUDET, Michel, C. LECLERC et J. SEXTON. Introduction de nouvelles technologies et effets sur l'emploi: Un inventaire de stratégies nationales. Québec: Institut national de productivité. Mars 1983. 202 p.

BEAUCHAMP, Shelly. Terminaux à écran de visualisation (TEV) et risque pour la reproduction. (Document 1353t). Hamilton, Ontario: Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail. 1983. 8 p.

BELANGER, Suzanne. Les puces qui piquent nos jobs. Document de sensibilisation sur la microélectronique. Montréal: CSN. Comité de la condition féminine. Novembre 1982. 66 p.

BELANGER, Suzanne et Marie BELLEMARE. Le travail de bureau, incluant le travail devant l'écran cathodique, et ses conséquences sur la santé des travailleuses. Québec: Ministère des Affaires Sociales. 1982.

BENOIT, Carmelle, A. COSSETTE et P. CARDILLO. L'incidence de la machine à traitement de textes sur l'emploi et le travail. Québec: Centre de recherche et de statistiques sur le marché du travail. Ministère du Travail. Et Direction de la recherche. Ministère de la main-d'oeuvre et de la sécurité du revenu. Juin 1984. 249 p.

BERTHELOT, Michèle. L'orientation scolaire et professionnelle des filles: entre la production domestique et le virage technologique. Québec: Ministère de l'Education. Coordination de la condition féminine. 1983.

BERTRAM, Sheila et G.A. (Nina) COOKE. A feasability study for a CRIAW/ ICRAF computerized bibliographic information retrieval system. A report to the Alberta Women's Bureau. 1983. 108 p.

BHANEJA, B., J. LYRETTE, T.W. DAVIES et R.M. DOHOO. Transfert de technologie par le ministère des Communications: Étude de huit innovations. Document explicatif du MEST no 12. Ottawa: Ministère d'Etat, Sciences et Technologie et ministère des Communications. 1980. 49 p.

BLASIS, Jean-Paul de. Les enjeux-clés de la bureautique. Paris: Éditions d'organisation. 1982. 223 p.

BOULET, Jac-André et Laval LAVALLEE. Les femmes et le marché du travail. Un cadre analytique de recherche. Ottawa: Conseil économique du Canada. Document de travail no 208. Décembre 1981.

BOULET, Jac-André et Laval LAVALLEE. The Changing Economic Status of Women. Ottawa: Economic Council of Canada. 1984.

BOOTH, Peter J. et Teresa I. PLOWRIGHT, Wescom Communications studies and research limited. A study on the Social Impacts of Office Automation. Ottawa: Department of Communications, Government of Canada. Office Communications Systems Program. December 1982. 180 p.

Canada. Ministère d'État, Sciences et Technologie. L'appui du gouvernement du Canada au développement technologique. Sommaire des programmes et des stimulants du gouvernement fédéral. Ottawa: Ministère des Approvisionnements et Services. 1984. 32 p.
Titre anglais: The Government of Canada's Support for Technology Development. A Summary of Federal Programs and Incentives.

Canada. Ministère d'État, Sciences et Technologie. La Conférence le Canada demain. Du 6 au 9 novembre 1983. Sommaire. Ottawa: Ministère des Approvisionnements et Services. 1984. 25 p. Publié tête bêche.
Titre anglais: Canada Tomorrow Conference.

Canada. Ministère d'État, Sciences et Technologie. La Conférence le Canada demain. Du 6 au 9 novembre. Délibérations. Ottawa: Ministère des Approvisionnements et Services. 1984. 123 p.

Canada. Ministère d'État, Sciences et Technologie. La Conférence le Canada demain. Du 6 au 9 novembre. Documents commandés. Ottawa: Ministère des Approvisionnements et Services. 1984. 89 p.

Canada. Ministère d'État, Sciences et Technologie. En route vers 1990: Le développement technologique du Canada. Ottawa: Ministère des Approvisionnements et Services. 1983. 15 p. Publié tête-bêche.
Titre anglais: Towards 1990. Technology Development for Canada. A policy paper. May 1983.

Canada. Ministère d'Etat, Sciences et Technologie. Rapport du groupe de travail sur les politiques et programmes fédéraux de développement technologique. Ottawa: Ministère des Approvisionnements et Services. 1984. 76 p.

Canada. Ministère des Communications. Programme de la bureautique. An Interdisciplinary Investigation into the Issue of Office Automation and Productivity. Ottawa: Ministère des Approvisionnements et Services. 1985. 77 p. (plus Annexes).

Canada. Ministère des Communications. L'avènement du bureau électronique au Canada. Ottawa: Ministère des Approvisionnements et Services. Mai 1982. 46 p.
Titre anglais: The electronic Office in Canada.

Canada. Ministère des Communications. Programme de la bureautique. Compte-rendu. Forum de la bureautique. Centre de conférences. Ottawa. 27 mars 1985.

Canada. Ministère des Communications. Programme de la bureautique. Lignes directrices sur la participation aux projets pilotes. Volume 1. Ottawa: Ministère des Approvisionnements et Services. 1981. 19 p.

Canada. Ministère des Communications. Un avant-goût de l'avenir. La bureautique à l'administration fédérale. Ottawa: Ministère des Approvisionnements et Services. Sans date. 26 p.

Canada. Ministère Emploi et Immigration. L'Évolution du marché du travail dans les années 1980. Un rapport du Groupe d'Etude de l'évolution du marché du travail préparé pour le ministre de l'Emploi et de l'Immigration. Ottawa: Ministère des Approvisionnements et Services. Juillet 1981. 267 p.

Canada. Travail Canada. Bureau de la main-d'oeuvre féminine. Les Effets de la micro-électronique sur le milieu de travail. Conférence tenue à Ottawa (Ontario) les 29, 30 et 31 mars 1981. Ottawa: Ministère des Approvisionnement et Services. 1981. 253 p.

Canada. Travail Canada. Groupe de travail de Travail Canada sur la micro-électronique et l'emploi. La micro-électronique au service de la collectivité. Ottawa: Ministère des Approvisionnements et Services. 1982. 104 p.

CARPENTIER, Renée. Les Nouvelles technologies et le travail salarié des femmes. Québec: Conseil du statut de la femme. Juin 1983. 117 p.

Centrale de l'enseignement du Québec (CEQ). Apprivoiser le changement. Actes du colloque CEQ sur les nouvelles technologies, la division du travail, la formation et l'emploi. Québec: CEQ. 1985. 527 p.

Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail. Terminaux à écran de visualisation: la preuve reste à faire. Communiqué. Hamilton, Ontario: CCHST. 11 janvier 1983. 4 p.

CFDT avec J.Ph. FAIVRET, J.-L. MISSIKA, D. WOLTON. Le tertiaire éclaté. Le travail sans modèle. Paris: Éditions du Seuil. 1980. 371 p.

CHENIER, Nancy MILLER. Fécondité humaine et milieu de travail: à nos risques et périls. Ottawa: Conseil consultatif canadien de la situation de la femme. Décembre 1982. 114 p.

CLSC Centre-ville. Équipe Santé au travail. Les terminaux à écran cathodique et la santé au travail. Montréal: CLSC Centre-ville. Novembre 1983

COATES, Sharon. Le bureau de l'avenir, The office of the future. Ottawa: Ministère des Communications. Sans date. 32 p. Publié tête-bêche.

Commission des communautés européennes. Direction générale de la science, de la recherche et du développement. Le Programme FAST. Résultats et recommandations. (Volume 1). Bruxelles: Commission des communautés européennes. Décembre 1982. 286 p.

Commission des communautés européennes. Direction générale de la science, de la recherche et du développement. Le Programme FAST: les 36 recherches en bref. (Volume 2). Bruxelles: Commission des communautés européennes. Décembre 1982. 117 p.

Communicado Associates. Intégration des femmes au marché du travail créé par l'industrie de technologie de pointe dans la Région de la Capitale Nationale. Ottawa: Travail Canada. Bureau de la main-d'oeuvre féminine. 1982. 71 p.

Congrès du Travail du Canada. Le Changement technologique et le travail. Énoncé de politique. Document 19. Congrès CTC. Ottawa: CTC. Mai 1982. 5 p.

Congrès du Travail du Canada. Le Changement technologique: Guide de négociation. Ottawa: Services d'éducation. CTC. 1982. 44 p.

Congrès du Travail du Canada. Centre d'éducation et d'études syndicales. Vers une technologie plus humaien: Étude des effets des terminaux à écran cathodique (TEC) sur la santé et les conditions de travail des employés de bureau au Canada. Ottawa: CTC. Décembre 1982. 194 p.

Conseil consultatif canadien de la situation de la femme. ActuELLES. Dix ans de recommandations. Ottawa: Ministère des Approvisionnements et Services. 1983. 202 p.

Conseil consultatif canadien de la situation de la femme. Les femmes et l'informatique. Ottawa: CCCSF. Mars 1985. 115 p.

Conseil consultatif canadien de la situation de la femme. Les métiers en pénurie de main-d'oeuvre spécialisée: de nouvelles perspectives d'emploi pour les femmes. Mémoire au Groupe de travail parlementaire sur les perspectives d'emploi pour les années 1980. Présenté par le CCCSF. Ottawa: Ministère des Approvisionnements et Services. Janvier 1981. 32 p.

Conseil consultatif canadien de la situation de la femme. Microtechnologie et emploi: questions d'importance pour les femmes. Mémoire présenté au Groupe d'étude de la microtechnologie et de l'emploi. Ottawa: CCCSF. Juillet 1982. 29 p.

Conseil des Sciences du Canada. The Impact of the Microelectronics Revolution on Work and Working. Proceedings of a Workshop sponsored by the Science Council of Canada Committee on Computers and Communications. Ottawa: le Conseil. Juillet 1980. 73 p.

Conseil des Sciences du Canada. Préparons la société informatisée. Demain, il sera trop tard. Ottawa: Ministère des Approvisionnements et Services. 1982. 87 p.

Conseil des Sciences du Canada. Qui fait tourner la roue ? Compte-rendu d'un Atelier sur les femmes et l'enseignement des sciences du Canada. Ottawa: Ministère des Approvisionnements et Services. Janvier 1982. 149 p.

Conseil du statut de la femme. L'intégration des femmes dans l'entreprise. Notes pour l'allocution de Francine C. McKenzie, Présidente CSF. Présentées devant "Le rendez-vous de l'homme d'affaires du Saguenay Lac St-Jean" au Manoir du Saguenay. Québec: CFS. 22 mai 1984. 16 p.

Conseil du statut de la femme. Les métiers non traditionnels: mythe ou alternative. Notes pour une allocution de Francine C. McKenzie, Présidente du CSF. Présentées au colloque régional: Emploi non traditionnel, un mythe ou une alternative. Québec: CSF. 5 mai 1984. 14 p.

Conseil du travail de Montréal (FTQ). Les changements technologiques des années 80. La place du CTM sur la scène régionale. Bilan et priorités. Rapport du 7e congrès, les 14, 15 et 16 avril 1983. Montréal: CTM. 1983. 16 p.

Conseil économique du Canada. Pour un partage équitable. Compte rendu du colloque sur la situation économique des femmes sur le marché du travail. Parrainé par le CEC. Novembre 1984. Ottawa: Ministère des Approvisionnements et Services. 1985. 224 p.

CORDELL, Arthur J. Le grand dérangement. A l'aube de la société d'information. Résumé de l'étude de documentation 53. Ottawa: Conseil des sciences du Canada. 1985. 13 p. Publié tête-bêche.
Titre anglais: The Uneasy Eighties. The Transition to an Information Society.

CSN. A nous le progrès! Orientations et revendications de la CSN face aux changements technologiques. Montréal: CSN. Janvier 1984. 70 p.

CSN. Les effets des conditions de travail sur la santé des travailleuses. Actes du colloque (15 au 21 mai 1983). Québec: CSN. 1984. 231 p.

CSN. 10 ans de lutte: Les femmes à la CSN continuent d'avancer! 5e rapport du Comité de la condition féminine de la CSN. 52e congrès de la CSN. Du 13 au 19 mai 1984. Québec: CSN. 1984. 108 p.

CSN. Les femmes à la CSN n'ont pas les moyens de reculer! Rapport du Comité de la condition féminine au 51e Congrès de la CSN. Québec: CSN. Mai 1982. 145 p.

CSN. Comité de coordination des négociations dans le secteur public (CCNSP). Comité sur les changements technologiques. Un comité sur les changements technologiques. Pourquoi? Québec: CSN. 19 mai 1982. 33 p.

DALEY, A.E. The medium-term employment outlook: finance, insurance and real estate sector. Ottawa: Labour Market Development Task Force. Technical Study no 9. 1981. 75 p.

DAVID-MCNEIL, J. La micro-électronique, l'emploi et la qualité de vie au travail. Québec: Association des femmes diplômées des Universités, Section Québec. 1983.

DE MATTEO, Bob. The Hazards of VDTs. Toronto: Ontario Public Service Employees Union. Department of Special Operations. 1981. 57 p.

DESNOYERS, Luc et Dominique LEBORGNE. Vision et travail. Montréal: Institut de recherche appliquée sur le travail. Bulletin no 21. Décembre 1982. 88 p.

FAULKNER, F. et M. GURSTEIN. A Report on a Focus Group Study of User Responses to Telidon. Ottawa: Socioscope for the Department of Communications. 1983. 119 p.

Fédération des travailleurs du papier et de la forêt (CSN). Du travail pour tous. Une responsabilité collective. Document de travail sur les changements technologiques. Présenté par Francine Lalonde au 48e Congrès du 31 octobre au 4 novembre 1983. Montréal: CSN. 1983. 33 p.

FITZPATRICK-MARTIN, Iris. Women and Informediation: The Six Interfaces of Eve. Montréal: GAMMA. Information Society Programme. Paper 1-17. 1981. 102 p.

Fondation des Études du Canada. L'informatisation de la société et ses implications pour le Canada. Toronto: Fondation d'Etudes du Canada. 1980. 77 p.

FORESTER, Tom (ED. The Microelectronics Revolution. The Complete Guide to the New Technology and its Impact on Society. Cambridge: MIT Press. 1981. 589 p.

FOX, Sam. Changing Technology - Impact on Workers. Adress of Sam Fox, vice-president, Canadian Labour Congress to the Governor general's Canadian Study Conference. May 27 1983. Edmonton, Alberta. Ottawa: CTC. 1983. 13 p.

GLOBERMAN, Steven. L'informatique dans le secteur tertiaire. Études de cas sur l'automatisation dans les bibliothèques d'universités, les hôpitaux, les commerces de gros et de détail en alimentation, et les grands magasins. Ottawa: Conseil économique du Canada. 1981. 61 p.

GLOBERMAN, Steven. L'informatique dans les compagnies d'assurance. Une étude préparée pour le Conseil économique du Canada. Ottawa: Ministère des Approvisionnements et Services. 1984. 41 p.
Titre anglais: The Adoption of Computer Technology by Insurance Companies.

HALARY, Charles. Ordinateur, travail et domicile. Montréal: Éditions coopératives Albert Saint-Martin. 1984. 214 p.

HEC. Femmes, travail et entreprises. Document témoin du colloque du 28 octobre 1982. Organisé par le Groupe de recherche "Femmes, travail et entreprises" en collaboration avec la direction de la recherche. Montréal: HEC. Université de Montréal. 1982. 274 p.

HOOS RUSSAKOFF, Ida. Automation in the Office. Washington D.C.: Public Affairs Press. 1961. 138 p.

HOUGH, R.W. and Associates Ltd. Équipement de bureautique. Situation actuelle et perspective d'avenir d'ici 1985. Ottawa: Ministère des Communications. Programme de la bureautique. Août 1980. 53 p.
Titre anglais: Office Automation Equipment. The Present Base and Future Prospects to 1985.

HUWS, Ursula. Your Job in the Eigthies, A Woman's Guide to New Technology. London: Pluto Press. 1982.

IBM Canada Ltd. The Effects of Automation on Employment. Background Paper Prepared by External Programs. October 1983. 18 p.

Institut canadien d'éducation des adultes (ICEA). Négocions le "virage technologique". Problématique générale. 1er colloque populaire sur la télématique organisé par l'ICEA. "Robot ou rebelle..." Montréal: ICEA. Février 1983. 17 p.

Institut de recherche appliquée sur le travail. Nouvelles technologies et caractéristiques du travail: bilan-synthèse des connaissances. Recherche effectuée sous la direction de Colette Bernier. Montréal: INP. Mai 1983. 174 p.

Institut national de productivité. Comité sur les emplois de l'avenir. Vers une société de plein emploi. Rapport du comité de l'INP sur les emplois de l'avenir. Montréal: INP. 23 novembre 1983. 55 p.

International Labour Office. New technologies: Their Impact on Employment and the Working Environment. Geneva: ILO. 1982. 174 p.

IRVING, R.H., C.A. HIGGINS, F.R. SAFAYENI et S. MUNRO. A preliminary Study of Computerized and Non-Computerized Performance Monitoring Systems. Ontario: University of Waterloo; York University and University of Western Ontario. March 1, 1985. 146 p.

KAYE, Roger, professeur de bureautique. Mitel Corporation. Université Carleton. Étude sur la recherche universitaire en bureautique. Ottawa: Ministère des Communications. 1982. 175 p.

KUYEK, Joan Newman. The Phone Book. Working at the Bell. Kitchener, Ontario: Between the lines. 1979. 94 p.

LAUFER, Jacqueline. L'égalité des chances dans le secteur bancaire dans les pays de la C.E.E. Bruxelles: Commission des Communautés Européennes. Décembre 1982. 85 p.

LECLERCQ, Dominique et Solange VINCENT. Micro-technologie - Méga-chômage. A la recherche d'alternatives. Montréal: Action-travail des femmes du Québec. Octobre 1982. 42 p.

LEVESQUE, Hélène. Aperçu de quelques programmes américains d'incitation aux carrières scientifiques et aux métiers non-traditionnels pour les filles. Québec: Coordination à la condition féminine. Ministère de l'Education. 1983.

LORD, Catherine. Notes pour une allocution de Jocelyne Juneau-Larin devant les employées-és de Hydro-Québec. Région Richelieu. Québec: Conseil du statut de la femme. 8 mars 1985. 9 p.

MARHA, Karel. Champs électriques de très basses fréquences près terminaux à écran de visualisation et un moyen de les éliminer. Hamilton, Ontario: Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail. 1983. 11 p.

MARHA, Karel, Barry SPINNER et Jim PURDHAM. Les dangers d'exposition aux champs de très basses fréquences des terminaux à écran de visualisation: facteurs justifiant d'autres recherches et l'utilisation du blindage. Hamilton, Ontario: Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail. 1983. 23 p.

MAURICE, Marie-Paule. Portarit chiffré, recensement des études et position des différents acteurs sociaux concernant les nouvelles technologies de la micro-informatique, en regard de la problématique des femmes. Montréal: Relais-femmes de Montréal Inc. 3 mai 1985. 453 p.

MELVYN, Peter. Microelectronics and Industrial Relations. Geneva: International Labour Office. March 1981. 12 p.

MENZIES, Heather. Computers on the Job: Surviving Canada's Microcomputer Revolution. Toronto: James Lorimer & Cie. 1982. 161 p.

MENZIES, Heather. Women and the Chip. Case Studies of the Effects on Informatics on Employment in Canada. Montreal: L'Institut de recherches politiques. 1981. 91 p.

MESSIER, Suzanne. Perspectives d'emploi pour les québécoises dans la décennie 1980. Québec: Conseil du statut de la femme. Service de la recherche. Septembre 1983. 73 p.

National Action Committee on the Status of Women. The Impact of New Technology on Women and Employment: a brief presented to the Labour Canada's Task Force and the Canada Employment and Immigration Advisory Council. Ottawa: NAC. 1982. 12 p.

New Technology Working Group, Micro Futures: Who Pays? Toronto: Preview Edition. 1984. 30 p.

NORA, Simon et Alain MINC. L'informatisation de la société. Paris: La Documentation française. 1978. 157 p. Plus 4 annexes.

Ontario Public Service Employees Union. The Chips are Down: OPSEU Bargaining 1981. Ontario: OPSEU. 1981. 2 p.

ORPWOOD, Graham W.F. et Jean-Pascal SOUQUE. L'enseignement des sciences dans les écoles canadiennes. Abrégé de l'Étude de documentation 52. Ottawa: Conseil des Sciences du Canada. 1984. 46 p.

PEITCHINIS, Stephen G. The Attitude of Trade Unions towards Technological Changes. Calgary: University of Calgary. April 1982.

PEITCHINIS, Stephen G. Microelectronic Technology and Female Employment. Présentation au Colloque sur la situation économique des femmes sur le marché du travail, "Pour un partage équitable", parrainé par le Conseil économique du Canada. Du 26 au 28 novembre 1984. Ottawa: Ministère des Approvisionnements et services. 1985. pp. 99 à 110.

PEITCHINIS, Stephen G. Technological Changes and the Sectoral Distribution of Employment. Ottawa: Government of Canada. Regional Industrial Expansion. Office of Industrial Innovation, Technological Innovation Studies Program. Research Report. February 1980. 29 p.

PELLETIER, Jacqueline, éd. L'avenir se décide maintenant. Rapport de la conférence "Les femmes et l'impact de la microélectronique" tenue en juin 1982. Ottawa: Comité "les femmes et la microélectronique". Août 1983. 150 p. Publié tête-bêche.

POIRIER, Françoise (dir.). La micro-informatique dans le travail et l'éducation. Colloque organisé par l'Association des femmes diplômées des Universités (Québec) avec la participation de l'Université Laval. Québec. 30 octobre 1982. 148 p.

POVALL, Margery et Nancy SEEAR. Égalité des chances dans les banques. Compte-rendu du Séminaire organisé par la CEE du 28 au 30 avril 1982 à Knokke (Belgique). Bruxelles: Commission des Communautés Européennes. 1982. 108 p.

PURDHAM, Dr. James T. Revue des risques présentés par les écrans de contrôle vidéo. Hamilton, Ontario: Centre candien d'hygiène et de sécurité au travail. Octobre 1980. 17 p.

Québec. La Conférence sur l'électronique et l'informatique. Rapport de la Commission 2 sur l'informatisation des entreprises et des administrations publiques. Québec: Secrétariat permanent des conférences socio-économiques du Québec. Février 1985. 62 p.

Québec. La Conférence sur l'électronique de l'informatique. Rapport de la Commission 3 sur l'informatisation, l'emploi et le travail. Vers la maîtrise sociale du changement technologique. Québec: Secrétariat permanent des conférences socio-économiques du Québec. Février 1985. 252 p.

Québec. Les Conférences socio-économiques du Québec. Rapport de la troisième rencontre de la Conférence sur l'électronique et l'informatique - Volume I. Montréal 10, 11 et 12 avril 1985. Québec: Secrétariat permanent des conférences socio-économiques. 1985. 381 p.

Québec. Les Conférences socio-économiques du Québec. Rapport de la troisième rencontre de la Conférence sur l'électronique et l'informatique - Volume II. Montréal, 10, 11 et 12 avril 1985. Québec: Secrétariat permanent des conférences socio-économiques du Québec. 1985. 661 p.

Québec. Ministère d'État au Développement économique. Le virage technologique. Bâtir le Québec - Phase 2. Programme d'action économique. 1982-1986. Québec: Éditeur officiel. 1982. 248 p.

Québec. Ministère des Communications. Bâtir l'avenir télématique: Les communications au Québec. Recherche et développement. Québec: Éditeur officiel. 1982. 98 p.

RHEAULT, Sylvie, Francine LEPAGE et Micheline BOIVIN. Les femmes et l'emploi. Québec: Conseil du statut de la femme. Service de la recherche. 1983. 64 p.

ROTHSCHILD, Joan, ec. Machina Ex Dea. Feminist Perspectives on Technology. New York: Pergamon Press. The Athena Series. 1983. 233 p.

RUSSEL, Robert Arnold. Office Automation: Key to the Information Society. Montréal: Institut de recherches politiques. 1982. 43 p.

SAINT-PIERRE, Céline. La micro-électronique et son impact sur l'organisation du travail des employées-és de bureau. Session "réorganisation du travail". Montréal: CSN. Mai 1982. 7 p.

SAINT-PIERRE, Celine. Le bureau de l'avenir et l'avenir des employés de bureau. Communication présentée à l'ARCQ. Montréal: ARCQ. Avril 1982. 14 p.

SMITH, Judy. Something Old, Something New, Something Borrowed, Something Due: Women and Appropriate Technology. Butte, Montana: National Center for Appropriate Technology. August 1978. 38 p.

STANTON, Julie. L'impact des technologies nouvelles sur les femmes. Exposé de Claire Bonenfant, présidente du CSF devant l'Institut d'administration publique du Canada. Québec: Conseil du statut de la femme. 9 novembre 1982. 11 p.

STELIMAN, Jeanne. La santé des femmes au travail. Parti Pris Ouvrier, no 5. 1983. 412 p.

STINSON, Jane. Microelectronic and Women's work. Ottawa: Syndicat canadien de la fonction publique. 1982. pp. 15-16.

STINSON, Jane. Technological Change and Working Women. A paper prepared for the Organized Working Women Conference on Women and Employment. Ottawa: CUPE. February 1981. 37 p.

Syndicat canadien de la fonction publique (FTQ). Les écrans cathodiques. Guide d'analyse et d'action. Montréal: SCFP. Automne 1982. 20 p.

Syndicat des employé(e)s de l'Université du Québec à Montréal. Comité santé-sécurité. Les écrans cathodiques à l'UQAM. Un portrait de la situation. Montréal: SEUQAM. Janvier 1983. 11 p.

Syndicat des travailleurs en communication du Canada (STCC). Document de politique sur les femmes au travail. Ottawa: Congrès du STCC. Juin 1982. 12 p.

Syndicat des travailleurs en communication du Canada et CLSC Centre-Ville. Rapport d'enquête conjoint sur les problèmes de santé et sécurité de la téléphoniste ou du technicien travaillant devant écran cathodique. Montréal: STCC.CTC et CLSC Centre-Ville. 1982. 15 p.

TERRY, John. Women, Technology and Work. Current Issue Review 84-2E. Ottawa: Political and Social Affairs Division. Reserach Branch. February 10, 1984. Reviewed January 25, 1985. Library of Parliament. 17 p.

THIBODEAU, Jean-Claude, Pierre-André JULIEN et Georges MATHEWS. Les nouvelles technologies et l'emploi. Étude réalisée sous commandite pour la Direction générale de l'analyse et de la recherche. Bureau de la statistique du Québec. Mai 1983.

VALASKAKIS, Kimon et Hadj BENYAHIA. Informatisation, stratégie industrielle et emploi. Problématique et plan de recherche dans le cadre du Québec. Montréal: Université de Montréal. McGill University. GAMMA. Septembre 1981. 91 p.

WHITE, Julie. Ca va mal les affaires? Effets de la microélectronique sur le commerce de détail. Ottawa: Bureau de la main-d'oeuvre féminine. Travail Canada. 1985. 37 p. Publié tête-bêche.

WHITE, Julie. Les femmes dans la fonction publique fédérale: questions d'actualité. Ottawa: Conseil consultatif canadien de la situation de la femme. Juin 1983. 26 p.

Working Women, Race Against Time: Automation of the Office. An Analysis of the Trends in Office Automation and the Impact on the Office Workforce. Cleveland, Ohio: Working Women. 1980. 31 p.

WYATT, Sally et Felicity HENWOOD. Women's Work, Technological Change and Shifts in the Employment Structures. Sussex: Science Policy Research Unit. University of Sussex. 1983. 34 p.

ZEMAN, Z.P. The Impacts of Computer/Communications on Employment in Canada: An Overview of current OECDE Debates. Montréal: Institut de recherches politiques. November 1979. 296p.

REVUES

BAILLARGEON, Guy. "Colloque de l'INP: Pour adapter l'économie aux technologies nouvelles". Le journal du Travail. No. 6 (Juillet-Août 1983), page 4.

BEAULIEU, Nicoloe. "Francine Saint-Pierre Inc.". L'actualité. Vol. 9 no. 8 (Août 1984), pp. 12 et 70.

Business Week. "Companies Start to Meet Executive Mothers Halfway" (October 17, 1983), pp. 191 et 195.

Les Cahiers de la femmes/Canadian Woman Studies. Science and Technology/ Science et technologie. Université York. Vol. 5 no. 4 (Eté 1984), 94 p.

Collectif. "Dossier: Le travail des femmes. Mises à pied, mises au pas?". La vie en Rose. (Septembre-octobre 1982), pp. 19 à 35.

DAVID-MCNEIL, J. "Le travail féminin et les nouvelles technologies: défis à relever". Gestion. Revue internationale de gestion. Montréal. Vol. 8 no. 1, pp. 42 à 45.

DESJARDINS, André. "Changements technologiques et conventions collectives". Le marché du travail. Centre de recherche et de statistiques sur le marché du travail. Vol. 5 no. 2 (Février 1984), pp. 73 à 82.

DUCHESNE, Francine. "L'informatisation: terrain de lutte, terrain de progrès!". Le Peuple. no 1147. (Du 1er au 15 janvier 1983), pp. 18 à 33.

DUMAS, Marie-Claire. "Le miracle japonais: cherchez les femmes". La Vie en Rose. (Mai 1984), pp. 34 à 36.

GARSON, Barbara. "The Electronic Sweatshop". Mother Jones. (Juillet 1981), pp. 32 à 41.

GOLDFIELD, Randy. "New Office. The Entrepreneurs". Working Women. Vol. 8 no. 2 (February 1983), pp. 45-46.

GUENETTE, Françoise et Lise MOISAN. "Dossier: Apprivoiser l'informatique". La Vie en Rose. (Septembre 1983), pp. 21-37.

HAINSWORTH, Ray. "Micro-electronics and the Canadian Labour Movement". Canadian Formu. No. 61 (March 1982), pp. 8, 9-38.

HAMELIN-PERREAULT, Claire. "Une femme de la Troisième Vague". Diane Caron Fermières. (Octobre 1982), pp. 22-23.

HYWORON, Zorianna R. "Women, Computers and Change: The Impact of Computers on Women in Large Organizations". Optimum. Vol. 15-1. 1984. pp. 49-51.

ISIS. International Women and New Technology Conference. Women's International Bulletin. No 28 (September 1983). 38 p.

JECCHINIS, Chris A. "Micro-technology and Canadian Labour: Part Two. Collective Bargaining and Public Policy". Canadian Forum. No 62. (April 1982), pp. 17-19.

JOHANSEN, Donna. "Eroding Jobs by Bits and Bytes". Our time. Vol. 3, no 4. (May 1984), pp. 26-31.

KOBINGER, Nicole. "L'informatisation des PME." Revue Info-Québec Vol. 7, no 1. (Septembre 1982).

LEBRUN, Denis. "Un métier, une carrière. Francine St-Pierre, secrétaire spécialisée en traitement de textes/. Le Journal du travail. No 6. (Juillet-août 1983), pp. 24-25.

MCDERMOTT, Patricia. "The New Demeaning of Work". Canadian Dimension. Nos 15-16. (December 1981), pp. 34-37.

MCGUIRE, Katherine. "Relever le défi - Colloque du CTC sur le virage technologique". Travailleur Canadien. (Octobre 1983), pp. 14-16.

MATHER, B., J. STINSON et G. WARSKETT. "Les conséquences de la micro-électronique pour les travailleurs et travailleuses au Canada". Réflexions. No 3. (1982).

MOISAN, Lise et Claudine VIVIER. "Le P.R.N.: Pour "runner les nurses." La Vie en Rose. (Mars-avril-mai 1981), pp. 43-45.

MORTON, Desmond. "Technology and the Future of Unions". Canadian Forum. (March 1982), pp. 12-13.

NOVIKOVA, E.E. "Scientific and Technical Progress and Women's Work in the URSS". Labour and Society. Vol. 7, no 1. (January- March 1982), pp. 13-22

O'SHEA, Marie. "Women's Issues: Contract Work; It has Some Attractions but also a Lot of Disadvantages". The Facts. Vol. 7, no 3, pp. 60-61.

PERUSSE, Michèle. "Le virage technologique se prend au masculin" Dossier. La Gazette des femmes. Vol. 5, no 3. (Septembre-octobre 1983), pp. 13-18.

Pour la Science. Édition française du Scientific American. Numéro spécial: La mécanisation du travail. Informatique, automatique et emploi. No 61. (Novembre 1982), 165 p.

PROULX, Serge (éd.). L'informatisation: mutation, changement de société? Sociologie et Sociétés. Vol. XVI, no 1. (Avril 1984). Les Presses de l'Université de Montréal. 155 p.

Québec-Science. "Numéro spécial sur l'informatique". Montréal. Vol 21, no 4. (Décembre 1982).

Regroupement des secrétaires du Québec. La Frappe. Bulletin de liaison. Montréal. Vol. 1, no 2. (Mars-avril 1983), 19 p.

SARRAULT, Thérèse. "L'ordinateur maléfice ou bienfait?". Fermières. (Octobre 1982), pp. 4-6.

SCHILLER, Beadley R. "Small Business Training: a Negative Sum Game." Challenge. The Magazine of Economic Affairs. (September-October 1983), pp. 57-60.

Science et technologie. Numéro spécial sur l'informatique. Montréal. Vol. 2, no 1. (Mars-avril 1983).

SLEIGH, Jonathan, Brian BOATWRIGHT, Peter IRWIN et Roger STANYON. "How Real is the Threat of Technological Unemployment." Employment Gazette. Vol. 8, no 2. (February 1980), pp. 115-121.

SMITH, Dr. Micheal J. "Job Stress and Mental Health Problems in Video Display Work". Review (PSAC). Vol. 56, no 3. (July 1983), pp. 29 à 31.

STINSON, Jane. "New Office Technology: How You Can Get Lost in the Computer Age". The Dome. Saskatchewan Government Employees' Association. Vol. 54, no 2. (1980), pp. 16-18.

Syndicat canadien de la fonction publique. La nouvelle société électronique. Document d'information et de sensibilisation pour vous mettre la puce à l'oreille. No. spécial de L'Événement, revue du SCFP. Vol. 7, no 1. (Janvier 1984), 100 p.

ZEMAN, Zavis et Robert RUSSEL. "The Chip Dole. An Overview of the Debates on Technological Unemployment". CIPS Review-La Revue ACT. (January-February 1980), pp. 10-14.

ZIMMERMAN, Jan. "Pink-collar Computer. Will New Technology Displace Pink and White Collar Workers." Dossier. Perception. (Mars-avril 1981), pp. 13-19.